

SERVICES DU PREMIER MINISTRE,
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 83 — 2146

Arrêté royal n° 230
relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet la modification de la législation actuelle relative au stage des jeunes (loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, section première, stage des jeunes).

Le caractère toujours inquiétant de la situation économique actuelle et l'accroissement continu du chômage des jeunes justifient à suffisance que le Gouvernement use de la faculté que lui offrent les pouvoirs spéciaux d'adopter un certain nombre de mesures susceptibles d'amplifier la formation et l'insertion professionnelle des jeunes.

Il est particulièrement urgent d'enrayer l'accroissement du chômage des jeunes : en effet, les dernières statistiques livrées par l'Office national de l'emploi confirment que le taux de chômage chez les jeunes est en nette augmentation : les jeunes de moins de 25 ans représentent 32,3 p.c. de la population indemnisée.

La loi du 22 décembre 1977 organisait le stage des jeunes sous la forme d'une obligation légale de recruter 3 p.c. de jeunes de moins de 30 ans pour une période de six mois renouvelable une fois pour la même période, dans les administrations publiques ou les entreprises privées occupant plus de 50 personnes. Les 3 p.c. étaient calculés sur la base de l'effectif employé au 30 juin de l'année précédente.

Dans de nombreux cas, les objectifs quantitatifs n'étaient pas atteints et, de plus, peu de jeunes étaient engagés dans les entreprises à l'issue de leur stage.

L'occupation des 3 p.c. de stagiaires était répartie en 2 p.c. occupés à temps plein et 1 p.c. obligatoirement à mi-temps. Or, on a constaté des difficultés de recrutement du personnel à mi-temps, soit pour des raisons d'organisation du travail dans les entreprises, soit par manque de volontaires dans les administrations.

La loi du 22 décembre 1977 prévoyait le même régime tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Cependant de nombreuses différences entre ces deux secteurs et à l'intérieur même de chacun de ceux-ci rendaient difficilement applicables certaines dispositions. L'organisation des tâches dans l'enseignement, par exemple, est différente de l'organisation des tâches dans les ministères, de même que dans les entreprises privées.

L'arrêté royal n° 26 du 24 mars 1982 a supprimé les primes accordées aux entreprises qui engageaient des stagiaires. Cette disposition a entraîné une diminution importante des engagements définitifs.

Le projet d'arrêté royal n° 230 soumis à Votre Majesté reprend l'ensemble des dispositions de la loi du 22 décembre 1977 et un certain nombre d'aménagements rendus nécessaires par la pratique antérieure de même que par l'introduction de nouvelles dispositions légales, notamment la loi relative à l'apprentissage des professions exercées par les travailleurs salariés et la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Il s'inscrit dans le contexte des mesures prises par le Conseil européen des Ministres de l'Emploi en faveur de l'emploi des jeunes, et pourrait faire l'objet d'interventions du Fonds social européen.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER,
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 83 — 2146

Koninklijk besluit nr. 230
betreffende de stage en de inschakeling van jongeren
in het arbeidsproces

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

76612

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft tot doel de huidige wetgeving te wijzigen inzake stage van jongeren (wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, afdeling 1, stage van jongeren).

Het nog steeds verontrustend karakter van de huidige economische toestand en de voortdurende toename van de jeugdwerkloosheid rechtvaardigen voldoende dat de Regering, gebruik makend van de bijzondere machten, een aantal maatregelen zou treffen ten einde de opleiding en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces te bevorderen.

De jeugdwerkloosheid moet bij hoogdringendheid ingedijkt worden : inderdaad, de meest recente statistieken van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening bevestigen dat de jeugdwerkloosheid gevoelig stijgt en dat 32,3 pct. van de vergoede bevolking bestaat uit jongeren van minder dan 25 jaar.

De wet van 22 december 1977 organiseerde de jongerenstage in de vorm van een wettelijke verplichting tot aanwerving van 3 pct. jongeren van minder dan 30 jaar gedurende een periode van zes maanden, éénmaal hernieuwbaar voor eenzelfde periode, in de openbare besturen of in de privé ondernemingen die meer dan 50 personen tewerkstellen. Deze 3 pct. werden berekend op basis van het personeelsbestand op 30 juni van het voorgaande jaar.

In verscheidene gevallen werden de kwantitatieve doelstellingen niet verwezenlijkt en bovendien werden slechts weinig jongeren op het einde van hun stage aangeworven in de ondernemingen.

De tewerkstelling van 3 pct. stagiairs werd onderverdeeld in 2 pct. voltijds tewerkgesteld en 1 pct. verplicht halftijds. Er rezen echter moeilijkheden in verband met de aanwerving van halftijds personeel, hetzij omwille van de organisatie van het werk in de ondernemingen, hetzij bij gebrek aan vrijwilligers in de administraties.

De wet van 22 december 1977 voorzag hetzelfde stelsel voor de privé sector als voor de openbare sector. Nochtans is er een groot onderscheid tussen deze twee sectoren en zelfs binnen elk van deze sectoren, waardoor sommige bepalingen moeilijk konden worden toegepast. De organisatie van de werkzaamheden in het onderwijs verschilt bij voorbeeld van de verdeling van het werk in de ministeries evenals in de privé ondernemingen.

Het koninklijk besluit nr. 26 van 24 maart 1982 heeft de premies afgeschaft die werden toegekend aan de ondernemingen die stagiairs in dienst namen. Deze bepaling veroorzaakte een belangrijke vermindering van het aantal definitieve aanwervingen.

Het ontwerp van koninklijk besluit nr. 230 dat aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd herneemt het geheel van de bepalingen van de wet van 22 december 1977, aan gevuld met een aantal noodzakelijke aanpassingen die hun oorsprong vinden in de vroegere opgedane ervaringen, evenals de invoering van nieuwe wettelijke bepalingen zoals ondermeer de wet op het leerlingenwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst en de wet betreffende de leerplicht van 29 juni 1983.

Het kadert in de context van de maatregelen genomen door de Europese Ministerraad van de Ministers van Tewerkstelling ten gunste van de tewerkstelling van jongeren en zou kunnen het voorwerp uitmaken van tussenkomsten van het Europees Sociaal Fonds.

Le présent arrêté établit l'obligation légale, aussi bien pour les administrations publiques que pour les entreprises privées de plus de 50 travailleurs, d'occuper des jeunes de moins de 30 ans dans une proportion à temps plein de 3 p.c. du personnel qu'elles occupent.

Ces jeunes sont des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé plus de six mois; ils peuvent être occupés à temps plein ou à temps partiel, dans le secteur privé, pendant une période de six mois renouvelable une seule fois pour la même durée ou, dans le secteur public, pendant une seule période d'un an. Ils touchent une indemnité de stage égale à 90 p.c. du salaire initial pour des prestations équivalentes (mi-temps, 4/5e temps, etc.) octroyé à un membre du personnel de l'administration ou de l'entreprise exerçant les mêmes fonctions.

Le stage est cependant organisé d'une manière différente dans les administrations publiques et dans les entreprises privées compte tenu de leur spécificité propre.

Dans les administrations publiques, l'occupation des stagiaires est obligatoirement à temps partiel. Ce temps partiel peut correspondre à une occupation soit à mi-temps soit à 4/5e temps. Le 4/5e temps doit être exécuté par journées complètes.

L'addition de ces temps partiels doit au total correspondre à l'engagement à temps plein de 3 p.c. défini ci-dessus.

De plus, dans les entreprises publiques en restructuration qui ont fait l'objet d'un plan d'assainissement, approuvé par le Conseil des Ministres, il est prévu un régime particulier. En effet, d'une part, l'incidence budgétaire d'une telle mise au travail n'est pas compatible avec les exigences des plans d'assainissement mais d'autre part, ces entreprises publiques représentent un recrutement potentiel d'environ 5 000 jeunes.

En outre, il a paru nécessaire de réaliser une insertion professionnelle définitive des jeunes, en créant un certain nombre d'incitants dans les entreprises privées.

Par ailleurs, il est prévu un certain nombre de dérogations à l'obligation légale pour les entreprises en difficulté.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Ce chapitre définit le cadre général de l'arrêté.

L'article 1er ouvre la faculté aux jeunes de moins de trente ans qui n'ont pas d'expérience professionnelle d'effectuer un stage.

L'article 2 précise les notions d'administration (§ 1er) et d'entreprise (§ 2) prises en considération pour l'application de l'arrêté.

L'article 3 laisse au Roi la faculté d'établir des règles spécifiques d'organisation du stage dans l'enseignement et les centres psycho-medico-sociaux.

CHAPITRE II

Occupation des stagiaires dans l'administration

Ce chapitre pose les principes de l'organisation du stage dans une administration.

L'article 4 fixe l'obligation pour les administrations de plus de 50 travailleurs d'engager des stagiaires.

La formulation proposée par le Conseil d'Etat n'a pas entièrement été reprise, afin de préciser que l'obligation est calculée à 3 p.c. en temps plein de l'effectif.

Les modalités de calcul de l'obligation doivent être déterminées par le Roi. Les habilitations relatives aux dérogations que le Roi peut accorder à certaines administrations ou catégories d'administrations sont reprises aux textes en vigueur.

La faculté d'engager des stagiaires est ouverte à toute administration (article 4, § 2), même lorsque l'effectif du personnel est inférieur à 50 travailleurs.

L'article 5 précise que les stagiaires dans l'administration ne peuvent être occupés qu'à mi-temps ou à 4/5e temps.

L'article 6 organise la prise en charge par l'Etat, via l'Office national de l'emploi, des frais de rémunération (indemnité de stage et cotisations) des stagiaires engagés dans les entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement.

Het U voorgelgde besluit legt de wettelijke verplichting op, zowel aan openbare administraties als aan ondernemingen met meer dan 50 werknemers, jongeren van minder dan 30 jaar tewerk te stellen naar rato van 3 pct. voltijds van het personeelsbestand.

De jongeren waarvan sprake, zijn werkzoekenden die niet langer dan 6 maanden hebben gewerkt. Zij kunnen zowel voltijds als deeltijds worden tewerkgesteld, in de privé sector, voor een periode van 6 maanden, éénmaal verlengbaar met dezelfde duur of, in de openbare sector, voor een jaar. De stagevergoeding bedraagt 90 pct. van het beginloon dat voor gelijkaardige prestaties (halftijds, 4/5e-tijds, enz.) toegekend wordt aan een personeelslid dat dezelfde functies uitoefent in de administratie of in de betrokken onderneming.

De stage wordt echter op een verschillende manier georganiseerd in de openbare administraties en de ondernemingen en dit rekening houdend met hun specificiteit.

In de openbare administraties worden de stagiairs noodzakelijk deeltijds tewerkgesteld. De deeltijdse betrekking kan overeenstemmen met hetzij een halftijdse, hetzij een 4/5-tijdse tewerkstelling. De 4/5-tijdse betrekking moet per volledige dagen uitgeoefend worden.

De totale som van deze deeltijdse betrekkingen moet overeenstemmen met de voltijdse aanwerving van 3 pct. zoals hierboven omschreven.

Voor de overheidsbedrijven in herstructurering die het voorwerp uitmaakten van een door de Ministerraad goedgekeurd saneringsplan is een bijzonder stelsel voorzien. Inderdaad, de budgettaire weerslag van een dergelijke verplichting tot tewerkstelling is niet verenigbaar met de voorwaarden van de saneringsplannen. Anderzijds echter vertegenwoordigen deze overheidsbedrijven een potentiële aanwervingscapaciteit van zowat 5 000 jongeren.

Verder is het noodzakelijk gebleken ervoor te zorgen dat jongeren definitief in het arbeidsproces worden ingeschakeld, door het scheppen van een aantal stimuli in de particuliere ondernemingen.

Overigens wordt voorzien in een aantal afwijkingen van de wettelijke verplichtingen voor de ondernemingen in moeilijkheden.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Dit hoofdstuk bepaalt het algemeen kader van het besluit.

Artikel 1 biedt de jongeren beneden dertig jaar die nog geen beroepservaring hebben, de mogelijkheid om een stage te volbrengen.

Artikel 2 geeft een nadere bepaling van de begrippen administratie (§ 1) en onderneming (§ 2) die voor de toepassing van het besluit in aanmerking worden genomen.

Artikel 3 biedt aan de Koning de mogelijkheid om specifieke regels voor de organisatie van de stage in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra vast te stellen.

HOOFDSTUK II

Tewerkstelling van stagiairs in een administratie

Dit hoofdstuk stelt de principes vast, voor de organisatie van de stage in een administratie.

Artikel 4 legt de administraties met meer dan 50 werknemers de verplichting op om stagiairs in dienst te nemen.

De formulering die de Raad van State voorstelde, is niet helemaal overgenomen, zulks om duidelijk te maken dat de verplichting berekend wordt op 3 pct. bij voltijdse tewerkstelling van de personeelssterkte.

De wijze van berekening van de verplichting dient door de Koning te worden vastgesteld. De machtigingen in verband met de afwijking die de Koning aan bepaalde administraties of categorieën van administraties kan toestaan worden overgenomen uit de van kracht zijnde teksten.

De mogelijkheid om stagiairs in dienst te nemen geldt voor iedere administratie (artikel 4, § 2), zelfs wanneer de personeelssterkte minder dan 50 werknemers bedraagt.

Artikel 5 stelt dat de stagiairs in een administratie alleen maar halftijds of voor 4/5 van de tijd mogen worden tewerkgesteld.

Artikel 6 regelt het ten laste nemen door de Staat, via de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, van de loonkosten (stagevergoeding en bijdragen) voor de stagiairs die in dienst genomen worden door de overheidsbedrijven die aan een saneringsplan zijn onderworpen.

CHAPITRE III

Occupation des stagiaires dans une entreprise

Ce chapitre pose les principes d'engagement de stagiaires dans les entreprises.

L'article 7 oblige (§ 1er) les entreprises comptant plus de 50 travailleurs à engager des stagiaires. Il précise les modalités de calcul de cette obligation.

La formulation proposée par le Conseil d'Etat n'a été que partiellement adoptée, afin de préciser que l'obligation d'engagement correspond à un pourcentage calculé en temps plein de l'effectif du personnel.

Pour remplir cette obligation (article 7, § 1er, alinéa 2), l'entreprise peut engager soit des stagiaires, soit des apprentis industriels. En outre, les jeunes maintenus dans l'entreprise après un contrat de stage sont également pris en considération.

La possibilité d'obliger, par arrêté royal, les entreprises à fort coefficient de capital d'engager des stagiaires est maintenue. Cette habilitation (§ 2) figurait déjà dans la loi du 22 décembre 1977, dans les mêmes termes.

Est également inclus dans cet article le principe selon lequel l'engagement d'un stagiaire doit toujours constituer une unité de travail supplémentaire dans l'entreprise (§ 3). C'est pourquoi, un travailleur qui part en pension de retraite ne peut être remplacé par un stagiaire (§ 4).

L'article 8 accorde la faculté aux entreprises d'engager des stagiaires au-delà de l'obligation prévue à l'article 7.

L'article 9 maintient la procédure de dérogation instaurée pour les entreprises en difficulté et définit la procédure d'introduction des demandes de dispense. Toutefois, suite à l'avis du Conseil d'Etat, cette possibilité de dérogation est limitée à l'obligation d'engager des stagiaires.

L'article 10 permet au Ministre de l'Emploi et du Travail d'accorder des dérogations à l'entreprise qui, par contrat, s'oblige à engager des jeunes à temps plein.

Cette habilitation avait été introduite dans la loi du 22 décembre 1977 par l'arrêté royal n° 57 du 19 juillet 1982.

L'article 11 permet l'aménagement de l'exécution des dispositions dans les entreprises saisonnières.

L'article 12 permet que les stagiaires dans une entreprise soient occupés à temps plein ou à temps partiel.

L'article 13 précise quels sont les incitants accordés à l'entreprise qui embauche sous contrat à durée indéterminée les anciens stagiaires. Au cours de la première année, l'entreprise bénéficie d'une réduction des barèmes minima de rémunération, et, au cours de la deuxième année, d'une réduction de certaines cotisations patronales.

L'article 14 organise la consultation des organes représentatifs dans l'entreprise pour la mise en œuvre des stages.

CHAPITRE IV. — *Le stage*

Le chapitre IV régit l'organisation du stage. Il s'applique aux stages organisés aussi bien dans une entreprise que dans une administration.

L'article 15 définit le stage comme une formation pratique.

L'article 16 définit le cadre dans lequel le stage doit être organisé. L'organisation du stage devra en outre être précisée par règlement de l'Office national de l'emploi (entreprises) et par le Roi (administrations).

L'article 23 détermine la rémunération du stagiaire.

Les bureaux régionaux de l'emploi ont mission de suivre l'application des dispositions du présent arrêté (article 24).

CHAPITRE V. — *Sanctions*

Le chapitre V établit, à charge des entreprises, diverses sanctions pénales et administratives en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté.

HOOFDSTUK III

Tewerkstelling van jongeren in een onderneming

Dit hoofdstuk stelt de principes vast voor de aanwerving van stagiairs in een onderneming.

Artikel 7 (§ 1) verplicht de ondernemingen met meer dan 50 werknemers stagiairs in dienst te nemen. Het bepaalt de wijze van berekening van die verplichting.

De door de Raad van State voorgestelde formulering is maar gedeeltelijk overgenomen om duidelijk te maken dat de verplichting tot indienstneming overeenstemt met een percentage berekend bij voltijdse tewerkstelling van de personeelssterkte.

Om deze verplichting na te komen (artikel 7, § 1, tweede lid), kan de onderneming hetzij stagiairs, hetzij « industriële » leerlingen in dienst nemen. Bovendien worden de jongeren die na een stageovereenkomst in de onderneming worden behouden, eveneens in aanmerking genomen.

De mogelijkheid om de kapitaalintensieve ondernemingen bij koninklijk besluit ertoe te verplichten stagiairs in dienst te nemen, blijft behouden. Deze machtiging (§ 2) kwam reeds voor in de wet van 22 december 1977, in dezelfde bewoordingen.

Dit artikel omvat eveneens het beginsel dat de indienstneming van een stagiair reeds een bijkomende tewerkstelling in de onderneming moet zijn (§ 3). Daarom mag een werknemer die met brugrustpensioen gaat niet door een stagiair worden vervangen (§ 4).

Artikel 8 verleent aan de ondernemingen de mogelijkheid stagiairs in dienst te nemen boven de in artikel 7 bepaalde verplichting.

In artikel 9 wordt de voor de ondernemingen in moeilijkheden ingevoerde procedure tot afwijking behouden en het bepaalt de procedure inzake aanvragen tot vrijstelling. Ingevolge het advies van de Raad van State is deze mogelijkheid van afwijking beperkt tot de verplichting stagiairs in dienst te nemen.

Krachtens artikel 10 kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid afwijkingen toestaan aan de onderneming die er zich bij overeenkomst toe verbindt jongeren voltijds in dienst te nemen.

Deze machtiging is in de wet van 22 december 1977 aangebracht door het koninklijk besluit nr. 57 van 19 juli 1982.

Artikel 11 maakt een aanpassing mogelijk van de uitvoering van de bepalingen in de seizoenondernemingen.

Artikel 12 laat toe dat de stagiairs in een onderneming deeltijds of voltijds worden tewerkgesteld.

In artikel 13 wordt bepaald welke voordelen worden toegekend aan een onderneming die stagiairs na volbrenging van hun stage in dienst neemt met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd. In de loop van het eerste jaar geniet de onderneming een vermindering van de minimum loonschalen en, in de loop van het tweede jaar, een vermindering van sommige werkgeversbijdragen.

Artikel 14 organiseert de raadpleging van de representatieve organen in de onderneming voor het ten uitvoer brengen van de stages.

HOOFDSTUK IV. — *De stage*

In hoofdstuk IV wordt de organisatie van de stage gereguleerd. Het is van toepassing zowel op de stages in een onderneming als op die in een administratie.

In artikel 15 wordt de stage als een praktische opleiding omschreven.

In artikel 16 wordt het raam vastgesteld waarbinnen de stage georganiseerd moet worden. De organisatie van de stage dient bovendien nader geregeld te worden bij reglement van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening (voor de ondernemingen) en door de Koning (voor de administraties).

In artikel 23 wordt het loon van de stagiair bepaald.

De gewestelijke tewerkstellingsbureaus hebben de opdracht toe te zien op de toepassing van de bepalingen van dit besluit (artikel 24).

HOOFDSTUK V. — *Sancties*

In hoofdstuk V zijn de verschillende strafbepalingen en de administratieve sancties vastgesteld welke van toepassing zijn wanneer de bepalingen van dit besluit niet worden nageleefd.

Un parallélisme est instauré entre les amendes pénales et les amendes administratives. Pour renforcer le caractère dissuasif de ces amendes, celles-ci sont majorées lorsque l'entreprise tente de se soustraire à l'obligation d'engager des stagiaires.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 17 août 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° 230 « relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes », a donné le 5 octobre 1983 l'avis suivant :

I. Observations générales

1. Comme l'expose le rapport au Roi, le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet d'établir, en mettant en œuvre le pouvoir spécial attribué au Roi par l'article 1er, 8°, de la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983, une nouvelle réglementation relative à l'obligation, pour les administrations publiques et les entreprises du secteur privé, d'engager des jeunes en qualité de stagiaire dans le cadre de la lutte contre le chômage. Une telle obligation avait été prévue pour la première fois dans la loi de redressement du 30 mars 1976; elle a ensuite été reprise et élargie par la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

Pour autant que de besoin, le Conseil d'Etat rappelle que le pouvoir d'arrêter et de mettre en œuvre une telle réglementation est demeuré national. Les dispositions de la loi du 22 décembre 1977 (chapitre III, section 1ère), les travaux préparatoires de cette loi (voir notamment Doc., Chambre, 1977-1978, n° 113/1, p. 23) et les dispositions du présent projet montrent que l'obligation pour les administrations publiques et les entreprises d'engager des jeunes constitue un régime spécial de mise au travail qui, bien que faisant partie dans son ensemble d'un programme de résorption du chômage, a essentiellement pour but, ainsi qu'il se dégage plus particulièrement de la formulation de l'article 16 du projet, d'offrir aux jeunes la possibilité — il ne s'agit pas, pour eux, d'une obligation — de recevoir une formation pratique dans une administration ou dans une entreprise, en guise de transition entre l'enseignement reçu et la mise au travail envisagée.

Cette compétence ne peut dès lors se rattacher à l'une ou l'autre matière que l'article 6, § 1er, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a, en tout ou en partie, transférée aux Régions comme relevant de la politique de l'emploi. Il est permis d'observer, surabondamment, que dans les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980, l'obligation d'occuper des jeunes en qualité de stagiaire n'est jamais mentionnée comme relevant du « placement des chômeurs » visé au susdit article 6, § 1er, IX, 2° (Doc., Sénat, 1979-1980, n° 434/1, pp. 34-35). Il s'agit au demeurant de deux régimes nettement distincts, qui ont leur finalité propre et qui impliquent pour les intéressés des positions juridiques fort diffé-

Er is een parallelisme gelegd tussen de strafrechtelijke en de administratieve geldboeten. Om het afschrikkingseffect van die boeten te vergroten worden deze verhoogd wanneer de onderneming poogt zich te onttrekken aan de verplichting om stagiairs aan te werven.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e augustus 1983, door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 230 « betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces », heeft de 5e oktober 1983 het volgende advies gegeven :

I. Algemene opmerkingen

1. Zoals in het verslag aan de Koning is uiteengezet, strekt het voor advies voorgelegde ontwerp ertoe, met aanwending van de bijzondere bevoegdheid welke aan de Koning, in artikel 1, 8°, g), van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning is toegewezen, een nieuwe regeling vast te stellen met betrekking tot de verplichting voor openbare besturen en ondernemingen uit de privé sector om ter bestrijding van de werkloosheid jongeren als stagiair in dienst te nemen. Een dergelijke verplichting werd voor het eerst opgenomen in de herstellwet van 30 maart 1976, later overgenomen en uitgebreid in de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

Voor zoveel als nodig mag eraan worden herinnerd dat de bevoegdheid tot het vaststellen en uitvoeren van een zodanige regeling zaak is gebleven van de nationale overheid. Uit de bepalingen van de wet van 22 december 1977 (hoofdstuk III, afdeling 1), en haar parlementaire voorbereiding (zie onder meer Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1977-1978, nr. 113/1, blz. 23) alsook uit de bepalingen van dit ontwerp blijkt dat de aan de besturen en de ondernemingen opgelegde verplichting van indienstneming van jongeren een speciale regeling van tewerkstelling is die, ofschoon ze in haar geheel deel uitmaakt van een programma tot opslorping van de werkloosheid, essentieel tot doel heeft, zoals inzonderheid in artikel 16 van het ontwerp is gesteld, aan de jongeren de kans — doch niet de verplichting — te bieden om in een bestuur of in een onderneming een praktische opleiding als overgang tussen het genoten onderwijs en de beoogde tewerkstelling te volgen.

Aldus kan die bevoegdheid niet worden ondergebracht in de ene of andere aangelegenheid welke in haar geheel of voor een deel als een zaak van tewerkstellingsbeleid door artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de Gewesten is overgedragen. Ten overvloede mag erop gewezen worden dat in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de verplichting van tewerkstelling van jongeren als stagiair nimmer is vermeld als een zaak van « plaatsing van werklozen » als bedoeld in genoemd artikel 6, § 1, IX, 2° (Gedr. St., Senaat, 1979-1980, nr. 434/1, blz. 34-35). Het gaat overigens om twee van elkaar terdege onderscheiden regelingen met een eigen finaliteit en

rentes. La consultation obligatoire prévue par l'article 6, § 4, 3°, et § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne s'applique dès lors pas, en l'occurrence, sans préjudice de ce qui sera observé à la fin du présent avis, relativement aux dispositions modificatives portées par l'article 30.

2. Plusieurs articles du projet attribuent au Roi le pouvoir d'établir, après délibération en Conseil des Ministres ou non, des règles complémentaires à celles prévues par l'arrêté envisagé.

C'est le cas des dispositions reproduites ci-après :

* Article 3. Le Roi peut prévoir des dérogations aux dispositions du présent arrêté pour les établissements d'enseignement créés ou subventionnés par l'Etat.

Article 4. § 1er. ... Il peut, en outre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, exonérer certaines administrations ou catégories d'administrations de tout ou partie de l'obligation prévue à l'alinéa précédant (lire : précédent).

Article 7. § 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'obligation aux entreprises qui occupent moins de 50 travailleurs, lorsqu'elles sont à fort coefficient de capital. Il détermine par la même procédure ce qu'il faut entendre par entreprise à fort coefficient de capital.

Article 9. § 1er. Le Roi fixe les conditions auxquelles le Ministre de l'Emploi et du Travail, après avis du Comité sub-régional de l'emploi du lieu du siège d'exploitation, dispense, en tout ou en partie, des dispositions du présent arrêté les entreprises en difficulté. Le Roi définit la notion d'entreprise en difficulté pour l'application du présent arrêté.

Article 10. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions auxquelles le Ministre de l'Emploi et du Travail peut dispenser de tout ou partie de l'application des dispositions du présent arrêté, l'entreprise qui, par contrat conclu avec le Ministre, s'engage à créer des emplois supplémentaires à temps plein.

Article 21. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles les jeunes peuvent effectuer un stage à l'étranger. »

Ces habilitations sont trop larges pour pouvoir s'appliquer après l'expiration de la période pour laquelle le pouvoir spécial a été attribué.

Il est nécessaire d'établir pour certains secteurs ou certains groupes des dispositions spécifiques complémentaires ou dérogeantes à celles que prévoit le projet et que l'on juge opportun de charger le Roi, il convient d'indiquer dans l'habilitation tous les éléments essentiels de ce régime particulier. En d'autres termes, pour être compatible avec la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983, l'arrêté qui sera pris en application de ces pouvoirs spéciaux doit tracer le cadre des règles spécifiques que le Roi pourra édicter par la voie d'un arrêté royal ordinaire. Les formules d'habilitation reproduites ci-avant seront complétées en conséquence.

II. Observations particulières

Préambule

Le projet n'a pas de préambule. Une règle constante veut qu'un arrêté royal, même lorsqu'il est pris en application d'une loi de pouvoirs spéciaux, soit pourvu d'un préambule qui se réfère à la loi dont l'arrêté tient son fondement légal (en l'occurrence la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, et notamment les articles 1er, 8°, g) et 2, § 4) et qui atteste que les consultations imposées par la loi ont eu lieu (le projet doit faire mention en l'espèce de l'accord du Ministre du Budget, de la consultation paritaire, de l'avis du Conseil d'Etat). Si le Gouvernement entend se dispenser, en application de l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983, de l'accord du Ministre du Budget et de la consultation paritaire, le préambule doit viser l'urgence.

La formule de proposition fait également défaut. Les ministres proposant sont, ou doivent être en l'espèce, les ministres qui ont respectivement l'Emploi, la Sécurité sociale et la Fonc-

met voor de betrokkenen een onderling sterk verschillende rechtspositieregeling. Het raadplegingsvereiste gesteld in artikel 6, § 4, 3°, en § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is terzake dan ook niet van toepassing, onverminderd hetgeen in fine van dit advies wordt opgemerkt omtrent de in artikel 30 vervatte wijzigingsbepalingen.

2. In verschillende artikelen van het ontwerp wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend, om, al dan niet na een beraadslaging in de Ministerraad, in het ontwerp aanvullende regelen vast te stellen.

Aldus zijn :

* Artikel 3. De Koning kan afwijkingen voorzien aan de bepalingen van het onderhavig besluit voor de onderwijsinstellingen opgericht of gesubsidieerd door de Staat.

Artikel 4. § 1. ... Hij kan, bovendien, bij in Ministerraad overlegd besluit, sommige administraties of categorieën van administraties vrijstellen van de gehele of gedeeltelijke verplichting, voorzien in de voorgaande alinea.

Artikel 7. § 2. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de verplichting verruimen tot ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen als zij kapitaalintensief zijn. Hij bepaalt volgens dezelfde procedure wat moet worden verstaan onder een kapitaalintensieve onderneming.

Artikel 9. § 1. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, na advies van het subregionaal tewerkstellingscomité van de plaats van de bedrijfszetel, de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren, geheel of gedeeltelijk vrijstelt van de toepassing van de bepalingen van dit besluit. De Koning bepaalt wat moet worden verstaan onder het begrip onderneming die in moeilijkheden verkeert voor wat de toepassing van dit besluit betreft.

Artikel 10. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden volgens welke de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de onderneming die zich bij een met de Minister gesloten overeenkomst ertoe verbindt bijkomende voltijdse betrekkingen te creëren, geheel of gedeeltelijk kan vrijstellen van de toepassing van dit besluit.

Artikel 21. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaronder de jongeren een stage in het buitenland kunnen volbrengen. »

Die machtigingen zijn te ruim gesteld om na het verstrijken van de periode waarvoor bijzondere bevoegdheid is toegestaan, toepassing te kunnen vinden.

Indien het nodig is voor bepaalde sectoren of bepaalde groepen specifieke voorzieningen vast te stellen ter aanvulling of in afwijking van hetgeen in het ontwerp is bepaald en het opportuun wordt geoordeeld de Koning daarmee te belasten, dan moet in de omschrijving van de bevoegdheidsstoewijzing worden opgenomen al hetgeen voor de bijzondere regeling essentieel is. Anders gezegd, om bestaand te zijn, met de bijzondere machterwet van 6 juli 1983, moet in het besluit dat met toepassing van de bijzondere machten wordt genomen, het kader worden geschetst van de specifieke regelingen welke de Koning bij een gewoon koninklijk besluit zal kunnen vaststellen. De boven aangehaalde machtigingsformules dienen dan ook in die zin te worden aangevuld.

II. Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het ontwerp is zonder aanhef. Het is een vaste regel dat koninklijke besluiten, ook wanneer zij met toepassing van een bijzondere machterwet worden vastgesteld, van een aanhef zijn voorzien waarin verwezen wordt naar de wet waaraan het besluit zijn rechtsgrond ontleent (in dit geval de artikelen 1, 8°, g), en 2, § 4, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning) en waaruit blijkt dat de bij de wet opgelegde raadplegingen nageleefd zijn (in dit geval begrotingsakkoord, paritaire raadpleging, advies Raad van State). Indien de Regering, met toepassing van het bepaalde in artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983, aan het begrotingsakkoord en de paritaire raadpleging wenst voorbij te gaan, dient in de aanhef naar de dringende noodzakelijkheid te worden verwezen.

Ook het voordrachtsformulier ontbreekt. De voordragende ministers zijn of hoeven in dit geval te zijn, de ministers die de Tewerkstelling, de Sociale Zekerheid en het Openbaar Ambt in

ion publique dans leurs attributions. La formule de proposition doit faire ressortir en outre que le projet a été délibéré en Conseil des Ministres conformément à la loi du 6 juillet 1983.

Article 1er

Aux termes de cette disposition, les jeunes demandeurs d'emploi de moins de trente ans au moment de la demande qui n'ont pas encore exercé d'activité professionnelle peuvent effectuer un stage dans une administration ou une entreprise, conformément aux dispositions de l'arrêté.

Le terme « jeune » fait double emploi avec le qualificatif « de moins de trente ans ». Il sera dès lors supprimé.

Pour le surplus, l'on remplacera dans le texte néerlandais de cette disposition les mots « mogen » et « beschikkingen » par les termes « kunnen » et « bepalingen »; dans le texte français, l'on supprimera la virgule qui suit le mot « qui » et celle qui précède le mot « peuvent ».

Les alinéas 3 et 4 de l'article 1er du projet sont ainsi conçus :

« Dans l'administration, les stagiaires doivent avoir la nationalité belge.

En outre, dans les entreprises publiques en restructuration visées à l'article 6, les stagiaires doivent être chômeurs complets indemnisés depuis plus d'un an lors de l'engagement ».

Ces dispositions appellent les observations ci-après.

1. Tout d'abord, elles ne concernent pas le « champ d'application ». Logiquement, elles devraient trouver leurs place au chapitre II (secteur public) au titre de conditions d'occupation dans le secteur public : l'on pourrait, par exemple, insérer l'alinéa 3 dans l'article 4, § 1er, sous la forme d'un alinéa 2 et faire de l'alinéa 4 le paragraphe 1er de l'article 6, le tout en adaptant le texte et en tenant compte de ce qui sera observé ci-après.

2. L'article 48 du traité instituant la C.E.E., qui garantit la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, interdit toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des Etats-membres, en ce qui concerne notamment l'emploi. Selon le paragraphe 4 de cet article, la règle s'applique pas « aux emplois dans l'administration publique ». Il ressort d'un arrêt du 17 décembre 1980 de la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire Commission c/ Royaume de Belgique (Jurisprudence de la Cour de Justice, 1980, p. 3881) que l'expression « emplois dans l'administration publique » doit être interprétée de manière restrictive et que seuls sont exclus de la règle concernant la libre circulation des travailleurs, les emplois publics qui comportent une participation à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions ayant pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres collectivités publiques. L'exclusion générale des ressortissants des autres Etats-membres de l'ensemble des emplois dans l'administration publique est dès lors réputée incompatible avec le principe de libre circulation des travailleurs inscrit dans l'article 48 du traité instituant la C.E.E.

Il est fort douteux que les stagiaires visés dans le projet, qui ne se verront pas reconnaître en cette qualité le statut de fonctionnaire, seront occupés dans un emploi comportant une participation à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres collectivités publiques. Ce n'est toutefois pas exclu. Aussi, si l'on maintient dans le projet la condition relative à la possession de la nationalité belge, cette condition doit-elle être expressément limitée aux fonctions qui, selon la Cour de Justice des Communautés européennes, sont à considérer comme « emplois dans l'administration publique » au sens de l'article 48, 4, du traité instituant la C.E.E.

3. L'expression « entreprise publique en restructuration » ne se trouve dans aucune législation ou réglementation. Il n'y a, semble-t-il, aucune raison de l'introduire à l'occasion d'une réglementation du stage. Une proposition de texte sera faite ci-après, à l'article 6. L'on observera dès à présent que selon les informations fournies par le délégué du Gouvernement, il faut entendre par « entreprises publiques en restructuration » les entreprises publiques, qui en raison de leur situation déficitaire, se sont vu imposer un plan d'assainissement en vue de la sauvegarde des finances publiques. Du fait que les stages dans ces « entreprises » sont réservés aux seuls chômeurs com-

plets, il n'est pas douteux qu'ils ont une utilité sociale. On ne peut donc leur refuser leur caractère d'activités d'intérêt public. On ne peut donc leur refuser leur caractère d'activités d'intérêt public. On ne peut donc leur refuser leur caractère d'activités d'intérêt public. On ne peut donc leur refuser leur caractère d'activités d'intérêt public.

Artikel 1

Luidens deze bepaling mogen de jonge werkzoekenden die bij de aanvraag minder dan dertig jaar zijn en nog geen beroepsarbeid hebben verricht, een stage volbrengen in een administratie of in een onderneming, overeenkomstig de beschikkingen van het besluit.

De term « jonge » dupeert met de precisering « die minder dan dertig jaar zijn ». Hij worde dan ook als overbodig weggelaten.

Voor het overige vervange men in dezelfde bepaling de woorden « mogen » en « beschikkingen » respectievelijk door « kunnen » en « bepalingen » en schrapse men in de Franse tekst de komma na het woord « qui » en de komma vóór het woord « peuvent ».

Het derde en het vierde lid van artikel 1 van het ontwerp luiden als volgt :

« In de administratie moeten de stagiairs de Belgische nationaliteit hebben.

Bovendien dienen in de bij artikel 6 bedoelde overheidsbedrijven in herstructurering de stagiairs bij de indienstneming sedert ten minste één jaar vergoede volledig werklozen te zijn ».

Bij die bepalingen zijn de volgende opmerkingen te maken.

1. Vooreerst mag worden opgemerkt dat die bepalingen niet het « toepassingsgebied » betreffen. Logischerwijze dienen zij hun plaats te vinden in hoofdstuk II. — Overheidssectoren, als voorbeelden tot tewerkstelling in de overheidssector, bijvoorbeeld het derde lid in artikel 4, § 1, als tweede lid en het vierde lid in artikel 6 als een § 1, het ene en het andere in een aangepaste versie en rekening gehouden met de opmerkingen die hierna worden gemaakt.

2. Artikel 48 van het E.E.G.-Verdrag dat het vrij verkeer van werknemers binnen de E.E.G. garandeert, verbiedt elke discriminatie op grond van de nationaliteit tussen de werknemers der Lid-Staten, wat betreft onder meer de werkgelegenheid. Naar luid van lid 4 van dat artikel is die regel niet van toepassing « op de betrekkingen in overheidsdienst ».

Uit een arrest van 17 december 1980 van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen inzake Commissie E.E.G. t/ België (Jurisprudentie van het Hof van Justitie, 1980, blz. 3881) blijkt dat de uitdrukking « betrekkingen in overheidsdienst » beperkend dient te worden uitgelegd en ten aanzien van de regel op het vrij verkeer van werknemers alleen die overheidsbetrekkingen betreft waardoor in de uitoefening van het openbaar gezag wordt deelgenomen of die werkzaamheden omvatten strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of van andere openbare lichamen. Een algemene uitsluiting van onderdanen van andere Lid-Staten van alle betrekkingen in overheidsdienst wordt dienvolgens niet bestaanbaar geacht met het in artikel 48 van het E.E.G.-Verdrag gewaarborgde vrij verkeer van werknemers.

Het is zeer de vraag of de in het ontwerp bedoelde stagiairs, waaraan in hun hoedanigheid van stagiair niet het statuut van ambtenaar wordt toegekend, tewerkgesteld zullen worden in een betrekking waardoor in de uitoefening van het openbaar gezag wordt deelgenomen of die werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of van andere openbare lichamen. Uitgesloten is zulks evenwel niet. Vandaar dat, wanneer in het ontwerp de voorwaarde van het bezit van de Belgische nationaliteit wordt aangehouden, die voorwaarde uitdrukkelijk beperkt dient te worden tot die betrekkingen welke naar het oordeel van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen als betrekkingen in overheidsdienst in de zin van artikel 48, punt 4, van het E.E.G.-Verdrag worden aangenomen.

3. De uitdrukking « overheidsbedrijf in herstructurering » is onbestaande in de wetgeving of reglementering. Er lijkt geen reden te zijn om ze naar aanleiding van een regeling van de stage in te voeren. Verder in dit advies zal onder artikel 6 een tekstvoorstel in overweging worden gegeven. Hier mag al wordt opgemerkt dat, naar hetgeen door de gemachtigde van de Regering is medegedeeld, met « overheidsbedrijven in herstructurering » zijn bedoeld, de overheidsbedrijven waaraan om reden van hun deficitaire staat ter vrijwaring van de openbare financiën een saneringsplan is opgelegd. Door de stages bij die « bedrijven » te beperken tot vergoede volledig werklozen, is de begrotings-

plets indemnisés, l'incidence budgétaire pour l'Etat, qui prend en charge en vertu de l'article 6, l'indemnité allouée aux stagiaires ainsi que les charges sociales y afférentes, se trouve limitée à la différence entre ces dépenses et l'allocation de chômage.

Il est vivement recommandé de mentionner nommément dans le rapport au Roi les entreprises publiques dont il s'agit.

4. A l'alinéa 4, il y a discordance entre la version française (« depuis plus d'un an ») et la version néerlandaise (« sedert ten minste één jaar »). En outre, l'on écrira dans le texte néerlandais : « uitkeringsgerechtigde volledig werklozen » au lieu de « vergoede volledig werklozen ».

Article 2

1. L'article 2, § 1er, entend notamment par administration, pour l'application de l'arrêté en projet, les services de l'Etat relevant du pouvoir législatif et les administrations des Communautés et des Régions.

En ce qui concerne « les services de l'Etat relevant du pouvoir législatif » il y a lieu d'observer qu'il a toujours été admis, sur base de l'article 46 de la Constitution — aux termes duquel chaque Chambre détermine, par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions — que chaque Chambre dispose à l'égard du personnel qu'elle occupe d'un pouvoir de décision souverain et indépendant. Ce pouvoir est inhérent à l'autonomie de fonctionnement que la Constitution garantit aux assemblées parlementaires. Cela implique, dans la mesure où le projet viserait, comme relevant des « services de l'Etat », le personnel de la Chambre des Représentants et du Sénat, que les services correspondants doivent être formellement exclus du champ d'application de l'arrêté en projet.

Une observation analogue s'impose, eu égard à l'article 45 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne le personnel des conseils communautaires et régionaux. Du point de vue rédactionnel, il suffit cependant, pour satisfaire au prescrit de la loi spéciale du 8 août 1980, de modifier comme suit la disposition de l'article 2, § 1er, 2° :

« 2° les services des Communautés et des Régions visés à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

2. Pour ce qui est des « organismes d'intérêt public » visés à l'article 2, § 1er, 4°, il est entendu qu'il s'agit en l'espèce des personnes morales de droit public soumises ou non à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, peu importe qu'elles relèvent de l'autorité nationale ou de l'autorité communautaire ou régionale.

3. Pour le surplus, l'on supprimera dans la formule introductive de l'article 2, § 1er, les mots « dans le secteur public », qui sont superflus, et l'on écrira au 3° : « ... et fédérations de communes, les associations intercommunales ainsi que ... ».

4. Le paragraphe 2 définit la notion « d'entreprise ». Il prend pour base, à cette fin, l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. En ce qui concerne la détermination de l'effectif pris en considération pour l'application de l'arrêté en projet, l'article 7, § 1er, alinéa 4, prévoit toutefois que « si différentes entreprises au sens de l'article 2, § 2, forment une seule entité juridique, le total du personnel occupé dans ces entreprises est pris en considération ». Pour bien faire ressortir la relation entre ces deux dispositions distinctes, l'on écrira dès lors à l'article 2, § 2 : « Sans préjudice de ce qui est disposé à l'article 7, § 1er, alinéa 4, on entend par entreprise, pour l'application du présent arrêté, l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie ».

La proposition de texte formulée ci-dessus ne reprend pas, parce que superflus, les mots « dans le secteur privé » ni la mention des lois et arrêtés qui ont modifié l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948.

5. Enfin, pour terminer l'examen des dispositions du chapitre 1er, le Conseil d'Etat fait observer que l'intitulé de ce chapitre refléterait mieux la portée des dispositions qu'il contient s'il portait : « Dispositions générales » au lieu de « Champ d'application ».

weerslag voor de Staat, die krachtens artikel 6 de vergoeding van de stagiairs en de sociale lasten op zich neemt, beperkt tot het verschil tussen deze laatste uitgaven en de werkloosheidsuitkering.

Het verdient stellige aanbeveling dat de bedoelde overheidsbedrijven nominaal in het verslag aan de Koning zouden worden opgesomd.

4. Er is enige discrepantie tussen de Nederlandse versie van het vierde lid (« sedert ten minste één jaar ») en de Franse (« depuis plus d'un an »). Bovendien schrijve men : « uitkeringsgerechtigde volledig werklozen » in plaats van « vergoede volledig werklozen ».

Artikel 2

1. Naar luid van artikel 2, § 1, wordt voor de toepassing van het ontwerp-besluit onder administratie verstaan onder meer de Rijksdiensten die onder de wetgevende macht ressorteren en de administraties van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Wat betreft « de Rijksdiensten die onder de wetgevende macht ressorteren », moet worden opgemerkt dat steeds is aanvaard dat op grond van de bepaling van artikel 46 van de Grondwet naar luid waarvan elke Kamer in haar reglement de wijze bepaalt waarop zij haar bevoegdheden uitoefent, elke parlementaire Kamer het soeverein en zelfstandig beslissingsrecht heeft ten aanzien van het personeel dat zij tewerkstelt. Dat recht ligt besloten in de waarborg van autonome werking welke de Grondwet aan de parlementaire assemblees toekent. Dat houdt in dat — voor zover in het ontwerp het personeel van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat zou bedoeld zijn als behorende tot een « Rijksdienst » — die overeenstemmende diensten uitdrukkelijk van het toepassingsgebied van het ontwerp dienen te worden uitgesloten.

Een zelfde opmerking is, gelet op het bepaalde in artikel 45 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van toepassing op het personeel van de Gemeenschappen en Gewestraden. Redactioneel volstaat het evenwel, ter voldoening aan het bepaalde in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, het bepaalde in artikel 2, § 1, 2°, te stellen als volgt : « 2° de diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten bedoeld in artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ».

2. Wat betreft de in artikel 2, § 1, 4°, vermelde « instellingen van openbaar nut », ligt het voor de hand dat daaronder begrepen zijn, de publiekrechtelijke rechtspersonen die al dan niet aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut onderworpen zijn, ongeacht of zij onder de nationale overheid dan wel onder de Gemeenschaps- of de Gewestoverheid ressorteren.

3. Voor het overige schrappe men in de inleidende zin van artikel 2, § 1, de overbodige woorden « in de overheidssector », en schrijve men onder 3° : « ... en federaties van gemeenten, de intercommunale verenigingen, alsmede de... ».

4. In § 2 wordt het begrip « onderneming » nader omschreven. Men gaat uit van de technische bedrijfsseenheid zoals bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven. Met betrekking tot de vaststelling van het personeelseffectief dat voor de toepassing van het ontwerp-besluit in aanmerking komt, wordt niettemin in artikel 7, § 1, vierde lid, gesteld dat « indien verschillende ondernemingen in de zin van artikel 2, § 2, eenzelfde juridische eenheid vormen, (...) het totaal van het in die ondernemingen tewerkgestelde personeel in aanmerking (wordt) genomen ». Om de band tussen de twee onderscheiden bepalingen tot uitdrukking te brengen, schrijve men dan ook in artikel 2, § 2 : « Onverminderd het bepaalde in artikel 7, § 1, vierde lid, wordt voor de toepassing van dit besluit onder onderneming verstaan, de technische bedrijfsseenheid bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven ».

In dat tekstvoorstel zijn als overbodig weggelaten de woorden « in de particuliere sector » en de vermelding van de wetten en besluiten die artikel 14 van de wet van 20 september 1948 hebben gewijzigd.

5. Ter afsluiting van het onderzoek van de bepalingen van hoofdstuk I mag ten slotte worden opgemerkt dat de inhoud van die bepalingen beter zou zijn weergegeven door in het opschrift van hoofdstuk I het woord « Toepassingsgebied » te vervangen door « Algemene bepalingen ».

Article 4.

1. Pour rester dans la ligne de ce qui est disposé au chapitre Ier, l'on rédigera comme suit l'intitulé qui précède l'article 4 : « Chapitre II — Occupation de stagiaires dans une administration ».

2. A l'article 4, § 1er, alinéa 1er, l'on écrira : « L'administration qui occupe au moins 50 travailleurs doit occuper des stagiaires à raison de 3 p.c. de l'effectif du personnel. Les stagiaires en service ne sont pas compris dans cet effectif ».

3. Sans préjudice de l'observation faite ci-dessus relativement à la formulation de l'habilitation donnée au Roi, il faut lire au paragraphe 1er, alinéa 3 : « ... dispenser certaines administrations ou catégories d'administrations de tout ou partie de l'obligation prévue à l'alinéa premier ».

4. Si le paragraphe 2 implique une obligation, comme on pourrait l'inférer de sa combinaison avec le paragraphe 1er, il conviendra de rédiger le texte en ce sens.

L'on relèvera au passage que si l'article 2 définit de manière générale ce qu'il faut entendre par administration pour l'application de l'arrêté envisagé, le projet omet de déterminer quelles sont les administrations qui doivent être considérées comme des entités propres pour le calcul du contingent de stagiaires à mettre au travail.

Article 6

Conformément à l'observation faite, lors de l'examen de l'article 1er, en ce qui concerne les entreprises publiques « en restructuration », il est proposé de rédiger l'article 6 comme suit :

« Article 6. § 1er. Les services publics dotés d'une personnalité juridique propre qui sont soumis à un plan d'assainissement approuvé par le Roi, ne peuvent faire appel, pour les stages organisés par le présent arrêté, qu'à des personnes qui, au moment de leur engagement, sont chômeurs complets indemnisés depuis au moins un an.

§ 2. L'Etat prend en charge l'indemnité prévue à l'article 24 ainsi que les cotisations sociales y afférentes pour les stagiaires engagés conformément aux dispositions du présent arrêté par les organismes visés au § 1er.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, l'Office national de l'emploi est chargé du paiement de l'indemnité et des cotisations de sécurité sociale y afférentes. Il est réputé être l'employeur de ces stagiaires pour l'exécution des obligations qui découlent de la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs, en ce compris les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que pour l'application de la législation fiscale.

Le Roi détermine la procédure selon laquelle les services visés au § 1er doivent introduire leurs demandes d'engagement de stagiaires ainsi que la procédure d'instruction de ces demandes ».

Article 7

1. Conformément à l'observation faite au sujet de l'article 4, on libellera l'intitulé du chapitre III comme suit :

« Occupation de stagiaires dans une entreprises ».

2. Il convient de rédiger les alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er comme suit :

« L'entreprise qui occupe au moins 50 travailleurs doit engager des stagiaires à raison de 3 pour cent de l'effectif de son personnel. Les stagiaires en service et les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage ne sont pas comptés dans cet effectif.

Sont assimilés aux stagiaires pour le respect de l'obligation imposée par le présent article :

1° les apprentis engagés en application de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

2° les personnes qui, conformément à l'article 13, § 1er, sont engagées pour une durée indéterminée immédiatement après leur stage, mais uniquement pendant la première année de « leur occupation à ce titre ».

Selon l'alinéa 3, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, assimiler aux stagiaires d'autres catégories de jeunes travailleurs.

Artikel 4

1. In de lijn van hetgeen in hoofdstuk I is bepaald, stelle men het opschrift boven artikel 4 als volgt : « Hoofdstuk II — Tewerkstelling van stagiairs in een administratie ».

2. In artikel 4, § 1, eerste lid, schrijve men : « Een administratie die ten minste 50 werknemers tewerkstelt, dient stagiairs tewerk te stellen in een verhouding van 3 pct. van haar effectief personeelsbestand. De in dienst zijnde stagiairs worden in dat personeelsbestand niet meegeteld ».

3. Onverminderd de opmerking die boven is gemaakt omtrent de formulering van de machtiging aan de Koning, leze men in § 1, derde lid : « ... geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de door het eerste lid in gestelde verplichting ».

4. Indien het bepaalde in § 2 een verplichting inhoudt, wat uit de samenhang met het bepaalde in § 1 zou kunnen worden afgeleid, dan dient de tekst in die zin te worden gesteld.

Terloops mag worden opgemerkt dat in artikel 2 wel op een algemene wijze wordt bepaald wat voor de toepassing van het ontwerp-besluit onder een administratie wordt verstaan, doch dat het ontwerp nalaat vast te stellen welke administratie, voor de berekening van het tewerk te stellen quorum van stagiairs, als een eigen bestuursentiteit dient te worden beschouwd.

Artikel 6

In aansluiting op de opmerking die boven onder artikel 1 omtrent de overheidsbedrijven « in herstructurering » is gemaakt, wordt voor artikel 6 de volgende tekst in overweging gegeven :

« Artikel 6. § 1. Openbare diensten met eigen rechtspersoonlijkheid die aan een door de Koning goedgekeurd saneringsplan zijn onderworpen, kunnen voor de bij dit besluit ingestelde stages slechts een beroep doen op personen die bij hun indienstneming ten minste één jaar uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn.

§ 2. De Staat neemt de door artikel 24 voorgeschreven vergoeding en de daaraan verbonden sociale zekerheidsbijdragen op zich van de stagiairs die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit door de in § 1 bedoelde instellingen worden in dienst genomen.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen is de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening met de betaling van de vergoeding en van de daaraan verbonden sociale zekerheidsbijdragen belast. Voor het vervullen van de verplichtingen voortvloeiend uit de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der werknemers, daarin begrepen de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, alsmede voor de toepassing van de belastingwetgeving, wordt de Rijksdienst als werkgever van die stagiairs beschouwd.

De Koning bepaalt de procedure volgens welke de aanvragen tot het in dienst nemen van stagiairs door de in § 1 bedoelde diensten, worden ingediend en onderzocht ».

Artikel 7

1. In aansluiting op de opmerking onder artikel 4, stelle men het opschrift boven artikel 7 als volgt : « Hoofdstuk III. — Tewerkstelling van stagiairs in een onderneming ».

2. In § 1 stelle men lid 1 en 2 als volgt :

« Een onderneming die ten minste 50 werknemers tewerkstelt, dient stagiairs tewerk te stellen in een verhouding van 3 pct. van haar effectief personeelsbestand. De in dienst zijnde stagiairs of de leerlingen in dienst op grond van een leerovereenkomst worden in dat personeelsbestand niet meegeteld.

Voor het naleven van de bij dit artikel ingestelde verplichting, worden met stagiairs gelijkgesteld :

1° de leerlingen die in dienst zijn genomen met toepassing van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst;

2° de personen die overeenkomstig artikel 13, § 1, onmiddellijk na afloop van hun stage voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen, doch alleen gedurende het eerste jaar van die tewerkstelling ».

Het derde lid machtigt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, andere categorieën van jonge arbeiders gelijk te stellen met stagiairs.

Selon les précisions fournies par le délégué du Gouvernement, l'on viserait notamment les mineurs assujettis à l'article 1er, § 1er, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, en vertu duquel il n'y a d'obligation scolaire, à partir de l'âge de seize ans, qu'à temps partiel. La référence que le rapport au Roi, page 2, fait à un « projet de loi relatif à l'occupation des jeunes de 16 à 18 ans sous un contrat formation/emploi » est erronée.

L'alinéa 4 du paragraphe 1er dispose que, s'il y a plusieurs unités techniques d'exploitation, le calcul de l'effectif se fait sur la base du chiffre total des travailleurs.

Ainsi, une entité juridique qui comprendrait quatre petites unités d'exploitation occupant chacune 40 travailleurs, n'en serait pas moins tenue d'engager des stagiaires, puisqu'elle occupe au total 160 travailleurs.

Article 8

L'article 8 est rédigé comme suit :

« Article 8. Les entreprises occupant au moins 50 travailleurs peuvent occuper des stagiaires dans une proportion supérieure à 3 p.c. de l'effectif qu'elles occupent avec un maximum de 4 p.c. de l'effectif.

Les entreprises occupant moins de 50 travailleurs peuvent occuper trois stagiaires maximum ».

La règle selon laquelle une entreprise occupant au moins 50 travailleurs doit engager des stagiaires à raison de 3 p.c. de l'effectif de son personnel, a déjà été formulée à l'article 7, § 1er, et ne doit pas être répétée à l'article 8. Il suffirait dès lors de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

« Le nombre de stagiaires occupés ne peut excéder 4 p.c. de l'effectif du personnel de l'entreprise ».

Il est frappant, à cet égard, de constater que, bien que le Gouvernement ait voulu, semble-t-il, réaliser un parallélisme entre les obligations imposées respectivement au secteur public et au secteur privé, il n'est pas prévu de règle analogue pour le secteur public.

De plus, si l'on entend maintenir ce parallélisme, la disposition de l'alinéa 2, du moins pour autant qu'elle implique une obligation, devrait figurer à l'article 7 et être formulée en termes d'obligation et non de faculté.

Article 10

Sans préjudice de l'observation faite ci-avant au sujet de la formulation des pouvoirs attribués au Roi, il convient d'écrire à la fin de la version néerlandaise de cet article : « ... arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd ... ».

Article 11

Le texte néerlandais de cet article serait plus correctement rédigé comme suit :

« Voor de ondernemingen waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar wordt gewerkt of waar gedurende bepaalde seizoenen de arbeidsintensiteit groter is, dan de Koning ... »

Article 12

La règle prévue à l'alinéa 2 ne cadre pas tout à fait avec le principe énoncé à l'alinéa 1er.

L'alinéa 1er distingue des stagiaires à temps plein et des stagiaires à temps partiel. L'alinéa 2 énonce ensuite la règle que deux stagiaires à mi-temps sont assimilés à un stagiaire à temps plein. Qu'advient-il lorsque le stage à temps partiel recouvre par exemple les 4/5, les 3/4 ou les 2/3 d'un temps plein ?

Selon les déclarations du délégué du Gouvernement, ces stages à temps partiel ne peuvent également être pris en considération, pour le calcul des 3 p.c. prescrits par l'article 7, § 1er, qu'à concurrence de leur valeur nominale.

En outre, on écrira également ici :

« l'engagement d'un apprenti en application de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés ou de tout autre jeune travailleur ... ».

Enfin, il y a lieu de remarquer que la personne maintenue en service à l'expiration de son stage n'a plus la qualité de stagiaire. Le texte qui suit le dernier tiret de l'alinéa 2 devrait dès lors être réécrit comme suit :

Naar een toelichting van de gemachtigde van de Regering wordt hier onder meer gedacht aan de minderjarigen die onderworpen zijn aan artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, krachtens hetwelk er vanaf de leeftijd van zestien jaar slechts een deeltijdse leerplicht bestaat. De verwijzing, in het Verslag aan de Koning op bladzijde 2, naar een « wetsontwerp betreffende de tewerkstelling van jongeren van 16 tot 18 jaar onder een overeenkomst vorming/tewerkstelling » is foutief.

Het vierde lid van paragraaf 1 bepaalt dat, in geval van verschillende technische bedrijfseenheden, de berekening van de personeelssterkte gebeurt over het totaal van de werknemers.

Zo moet een juridische entiteit, die bestaat uit vier kleine bedrijfseenheden van elk 40 werknemers, toch stagiairs tewerkstellen omdat ze in het totaal 160 werknemers telt.

Artikel 8

Artikel 8 is gesteld als volgt :

« Artikel 8. De ondernemingen die ten minste 50 werknemers tewerkstellen, kunnen stagiairs tewerkstellen tot beloop van meer dan 3 pct. van het personeel dat zij in dienst hebben met een maximum van 4 pct. van het effectief.

De ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen kunnen ten hoogste drie stagiairs in dienst nemen ».

De regel dat een onderneming, die ten minste 50 werknemers, tewerkstelt, tot beloop van 3 pct. van haar personeelsbestand stagiairs in dienst moet nemen, is al gesteld in artikel 7, § 1, en dient in artikel 8 niet te worden herhaald. Bijgevolg kan het volstaan het eerste lid te stellen als volgt :

« Het aantal tewerkgestelde stagiairs mag niet hoger zijn dan 4 pct. van het effectief personeelsbestand van de onderneming ».

Hierbij valt op dat, ofschoon blijkbaar gestreefd is naar een parallélisme tussen de verplichtingen in de overheidssector en die in de privésector, in een gelijkaardige regel niet voorzien is voor de overheidssector.

Bovendien, indien men dat parallélisme wenst te behouden, dan hoort het bepaalde in het tweede lid, althans indien het een verplichting inhoudt, zijn plaats te vinden in artikel 7, gesteld dan in de vorm van een verplichting en niet van een mogelijkheid.

Artikel 10

Onverminderd de opmerking die boven is gemaakt omtrent de formulering van de machtiging aan de Koning, leze men in fine van de bepaling : « ... arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd ... ».

Artikel 11

De Nederlandse tekst dient als volgt te worden gecorrigeerd :

« Voor de ondernemingen waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar wordt gewerkt of waar gedurende bepaalde seizoenen de arbeidsintensiteit groter is, kan de Koning ... »

Artikel 12

De regeling in het tweede lid sluit niet helemaal aan bij het principe vermeld in het eerste lid.

Volgens het eerste lid zijn er voltijdse of deeltijdse stagiairs. In het tweede lid is dan een regeling opgenomen waarbij twee halftijdse stagiairs gelijk staan met één voltijdse. Maar quid met een deeltijdse stage van bijvoorbeeld 4/5, 3/4 of 2/3 ?

Naar het zeggen van de gemachtigde van de Regering mogen ook die deeltijdse stages slechts voor hun nominale waarde worden in aanmerking genomen voor de berekening van de 3 pct., voorgeschreven door artikel 7, § 1.

Verder schrijve men ook hier :

« de indienstneming van een leerling met toepassing van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, of van elke andere jonge werknemer ... ».

Ten slotte is de stagiair die na afloop van zijn stage in dienst wordt gehouden, geen stagiair meer. Men herschrijve de tekst na het laatste streepje van het tweede lid dus als volgt :

« — l'engagement par une entreprise d'un travailleur avec lequel il est conclu, au terme d'un stage accompli dans cette entreprise, un contrat de travail à durée indéterminée, conformément à l'article 13, § 1er, équivaut pour la première année de cette occupation, à l'engagement d'un stagiaire à mi-temps ».

Article 13

Les dispositions du § 1er accordent un double avantage à l'employeur qui engage un jeune, après son stage, pour une durée indéterminée. La rémunération de ce jeune travailleur peut rester limitée pendant un an à 90 p.c. de la rémunération normale et la cotisation patronale de sécurité sociale est réduite.

La disposition relative à la limitation de la rémunération du jeune travailleur déborde manifestement le cadre de l'organisation du stage. Force est néanmoins de reconnaître que cette mesure, en ce qu'elle stimule l'emploi, peut s'inscrire dans la définition du pouvoir spécial que le Roi tient de l'article 1er, 8, g), de la loi du 6 juillet 1983, aux termes duquel il peut arrêter un programme de résorption du chômage, notamment « par l'établissement d'un ensemble (de) mesures pour l'emploi des jeunes ».

Il serait préférable de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

« § 1er. Lorsqu'au terme d'un stage effectué dans une entreprise, celle-ci engage immédiatement le jeune travailleur concerné dans les liens d'un contrat écrit de travail à durée indéterminée, les dispositions suivantes sont d'application :

1° ce travailleur a droit, au cours de la première année du contrat à durée indéterminée, à une rémunération égale à 90 p.c. au moins de celle à laquelle un travailleur exerçant les mêmes fonctions peut prétendre conformément au barème salarial applicable dans l'entreprise;

2° les cotisations patronales de sécurité sociale prévues par l'article 38, § 3, 1° et 5°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés sont réduites à concurrence de 10 p.c. de la rémunération brute de ce travailleur pendant une période s'étendant du cinquième au huitième trimestre qui suivent celui au cours duquel l'occupation sous contrat de travail à durée indéterminée a commencé, à condition que l'imputation de ce travailleur à l'effectif du personnel visé à l'article 7 entraîne une augmentation nette de cet effectif et que l'entreprise satisfasse aux autres obligations que lui impose ce dernier article.

Le Roi détermine les modalités de cette réduction;

3° lorsqu'un travailleur est licencié pendant la période au cours de laquelle la réduction prévue au 2° est appliquée dans son chef et que la réalisation du contrat donne droit à une indemnité de préavis, la réduction n'est pas appliquée aux cotisations dues sur cette indemnité ».

Le Gouvernement devra toutefois examiner si la réduction des cotisations de sécurité sociale visée au 2° ne doit pas être prévue également dans les législations qui régissent respectivement les ouvriers mineurs et les marins.

Au paragraphe 2, il y a lieu d'énoncer expressément que les dérogations accordées par le Ministre des Affaires sociales doivent être motivées.

On rédigera le paragraphe 3 comme suit :

« § 3. La réduction accordée en vertu du § 1er, 2°, du présent article ne peut être cumulée dans le chef d'un seul et même travailleur avec celle que prévoit l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ».

Article 15

Les dispositions de l'article 15 ne sont pas à leur place dans le chapitre IV, qui s'intitule « Le stage ».

Elles doivent figurer dans le chapitre III, où elles pourraient devenir les paragraphes 3 et 4 de l'article 7.

Il faudra changer en conséquence la numérotation des autres articles.

Pour le surplus, on écrira dans la version néerlandaise du paragraphe 1er :

« ... de bepalingen van dit besluit... ».

« — de indienstneming door een onderneming van een werknemer met wie overeenkomstig artikel 13, § 1, na het einde van een daar volbrachte stage een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd wordt gesloten, staat voor het eerste jaar van die tewerkstelling gelijk met de indienstneming van een halftijds stagiair ».

Artikel 13

Volgens het bepaalde in § 1 wordt aan de werkgever die de jongere, na dezes stage, voor onbepaalde tijd in dienst neemt een dubbel voordeel toegekend. Het loon van de jongere kan nog een jaar beperkt blijven tot 90 pct. van het normale loon en de sociale zekerheidsbijdrage van de werkgever wordt verminderd.

De bepaling omtrent de loonbeperking van de jongere overschrijdt kennelijk het opzet van de stagereregeling. Niettemin moet worden toegegeven dat de maatregel, doordat hij de tewerkstelling stimuleert, kan passen in de omschrijving van de bijzondere bevoegdheid welke de Koning aan artikel 1, 3°, g), van de wet van 6 juli 1983 ontleent naar luid waarvan Hij een programma tot opslorping van de werkloosheid kan vaststellen onder meer door de « opstelling van een geheel van maatregelen voor tewerkstelling van jongeren ».

Redactioneel ware § 1 beter gesteld als volgt :

« § 1. Wanneer een onderneming na het einde van een daar volbrachte stage, de betrokken jongere onmiddellijk in dienst neemt met een schriftelijke arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, gelden de hierna volgende bepalingen :

1° die werknemer heeft tijdens het eerste jaar van de overeenkomst voor onbepaalde tijd, recht op een loon dat overeenstemt met ten minste 90 pct. van het loon waarop een werknemer, die dezelfde functie uitoefent, overeenkomstig de loonschaal die in de onderneming van toepassing is, aanspraak kan maken;

2° de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bepaald bij artikel 38, § 3, 1° en 5°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid, worden, gedurende een tijdvak dat loopt van het vijfde tot het achtste trimester die volgen op het trimester tijdens hetwelk de tewerkstelling op grond van de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd een aanvang heeft genomen, verminderd met 10 pct. van het brutoloon van deze werknemer, op voorwaarde dat de aanrekening van deze werknemer in het effectief personeelsbestand, bedoeld in artikel 7, een nettoverhoging van dit laatste tot gevolg heeft en dat de onderneming voldoet aan de andere verplichtingen opgelegd door laatstgenoemd artikel.

De Koning stelt de nadere regelen van deze vermindering vast;

3° wanneer een werknemer wordt ontslagen in het tijdvak gedurende hetwelk de door 2° ingestelde vermindering in zijn hoofde wordt toegepast en deze beëindiging van de overeenkomst recht geeft op een opzeggingsvergoeding, wordt de vermindering niet toegepast op de bijdragen verschuldigd op die vergoeding ».

De Regering zal wel moeten nagaan of de in 2° bedoelde vermindering van sociale zekerheidsbijdragen ook niet moet worden doorgevoerd in de wetgeving die respectievelijk de mijnwerkers en de zeelieden betreft.

In § 2 dient uitdrukkelijk te worden gesteld dat de afwijkingen welke de Minister van Sociale Zaken kan toestaan, met redenen dienen te worden omkleed.

Paragraaf 3 stelle men als volgt :

« § 3. De vermindering op grond van § 1, 2°, van dit artikel kan in hoofde van dezelfde werknemer niet samengaan met de vermindering ingesteld door artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers ».

Artikel 15

De bepalingen van artikel 15 zijn niet op hun plaats in hoofdstuk IV. — De stage.

Die bepalingen moeten worden ingeschreven in hoofdstuk III en zouden als paragrafen 3 en 4 kunnen opgenomen worden in artikel 7.

De overige artikels zouden dan moeten worden vernummerd.

Voorts schrijve men in § 1 :

« ... de bepalingen van dit besluit ... ».

Article 17

Les dispositions de l'article 17 sont empruntées à l'article 57 de la loi du 22 décembre 1977. L'on ne peut que constater que le paragraphe 4 maintient le pouvoir normatif, attribué à l'époque au comité de gestion de l'Office national de l'emploi, d'arrêter des règles de caractère secondaire en ce qui concerne l'organisation du stage dans l'entreprise.

Article 23

Le dernier alinéa du paragraphe 2 prévoit l'intervention du comité de consultation syndicale : l'on remarquera toutefois qu'un tel comité n'existe que dans les services et les organismes énumérés à l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, et ce pour autant qu'ils comptent au moins cent agents. Dans les services qui comptent au moins 20 agents, il y a un conseil du personnel.

Quand au fond, on peut se demander s'il est bien conforme à la politique suivie jusqu'à présent dans la fonction publique de laisser en fait aux syndicats le soin de statuer sur des cas individuels de résiliation de contrat.

Article 24

Il y a discordance entre les versions française et néerlandaise de cet article. La première règle l'indemnité de stage des stagiaires engagés « à temps plein » ou « à temps partiel », la seconde règle cette indemnité pour les stagiaires engagés à temps plein (« voltijds ») ou à mi-temps (« halftijds »). Or, en vertu de l'article 5 du projet, le stagiaire dans une administration est engagé à mi-temps ou à temps partiel, tandis que le stagiaire dans une entreprise est occupé, en vertu de l'article 12, à temps plein ou à temps partiel. La version française ne prévoit donc aucune disposition expresse concernant l'indemnité de stage du stagiaire occupé à mi-temps, pas plus que la version néerlandaise n'en prévoit concernant l'indemnité du stagiaire engagé à temps partiel. Du commentaire donné dans le rapport au Roi on peut, il est vrai, inférer que, dans une administration, l'engagement d'un stagiaire n'est jamais davantage qu'un engagement à temps partiel et que cet engagement à temps partiel, contrairement à l'engagement à mi-temps, doit être compté, sur le plan de la rémunération, comme étant à temps plein. Cette ambiguïté dans la terminologie peut être source de confusion. Le texte serait plus clair si la règle concernant le secteur public et celle concernant le secteur privé faisaient l'objet de dispositions distinctes.

Article 25

Aux termes de l'article 25, le directeur du bureau régional de l'Office national de l'emploi fait régulièrement rapport au comité subrégional de l'emploi sur l'application de l'arrêté en projet. Le texte ajoute : « En cas de difficulté d'application, il demande l'avis de ce comité ». Ce texte ne permet pas de déterminer de quel genre de difficultés il s'agit. Le rapport au Roi n'apporte aucun éclaircissement. En tout état de cause, il ne semble pas que l'intention du Gouvernement soit d'ériger la consultation du comité subrégional de l'emploi en formalité substantielle. Sous réserve de la première observation, on écrira donc : « En cas de difficulté d'application, il peut demander l'avis... ».

Articles 26 et 27

Les dispositions de ces articles sont empruntées pour une large part aux articles 63 et 64 de la loi du 22 décembre 1977. Il importe toutefois de ne pas perdre de vue que le pouvoir du Roi en matière de répression des infractions aux règles qu'il arrête en application de la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983, est définie de manière forcément limitative à l'article 2, § 4, de cette loi. Aux termes de cet article 2, § 4, alinéa 2, « Le Livre premier du Code pénal, y compris le Chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe ».

Il en résulte que la référence que l'article 26, § 1er, alinéa 2, du projet fait à l'article 56 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, qui règle le cas de récidive d'une manière dérogatoire, doit être supprimée. Il en résulte aussi que la référence à l'article 58 de la loi du 16 mars 1971 doit, de même, être supprimée, en partie parce qu'elle excède la compétence du Roi, en partie parce que les dispositions de l'article 4, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 la rendent superflue.

Artikel 17

De bepalingen van artikel 17 zijn ontleend aan artikel 57 van de wet van 22 december 1977. Men kan slechts vaststellen dat in § 4 de destijds aan het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening toegewezen normatieve bevoegdheid om me betrekking tot de organisatie van de stage in de onderneming, regelen van bijkomstige aard vast te stellen, behouden blijft.

Artikel 23

Het laatste lid van § 2 voorziet in het optreden van de syndicale raad van advies, maar deze bestaat alleen bij de diensten en instellingen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, en voor zover die ten minste 100 personeelsleden tellen. In diensten die ten minste 20 personeelsleden tellen is er één personeelsraad.

Ten gronde kan de vraag worden gesteld of het in de lijn ligt van het tot nog toe gevolgde beleid in ambtenarenzaken, de vakbonden in feite te laten beslissen over individuele gevallen van beëindiging van een overeenkomst.

Artikel 24

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse versie van dit artikel. De eerste regelt de stagevergoeding voor de « voltijds » en de « halftijds » tewerkgestelde, de tweede regelt die vergoeding voor de « voltijds » (« à temps plein ») en de « deeltijds » (« à temps partiel ») tewerkgestelde. Nu is een stagiair in de administratie volgens artikel 5 van het ontwerp « half- of deeltijds » tewerkgesteld en in een onderneming volgens artikel 12 « voltijds of deeltijds ». De Nederlandse tekst van artikel 24 bepaalt dus niets uitdrukkelijks over de stagevergoeding van de deeltijds tewerkgestelde, terwijl de Franse tekst van dat artikel niets uitdrukkelijks zegt over de halftijds tewerkgestelde. Uit de commentaar in het verslag aan de Koning kan wel worden afgeleid dat in een administratie de tewerkstelling van een stagiair nooit meer dan « deeltijds » kan zijn, welke deeltijdse tewerkstelling, in tegenstelling tot de halftijdse, voor de bezoldiging als voltijds dient te worden aangerekend. Die onderscheiden terminologie leidt wel tot verwarring. De tekst zou aan klaarheid winnen, moesten aan de regeling voor de overheidssector en aan die van de privé sector twee aparte bepalingen worden gewijd.

Artikel 25

Naar luid van artikel 25 brengt de directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening over de toepassing van dit ontwerp-besluit verslag uit bij het subregionaal tewerkstellingscomité. De tekst voegt eraan toe : « Bij toepassingsmoeilijkheden vindt hij het advies van dit comité in ». Uit die tekst kan men niet afleiden om welke soort van toepassingsmoeilijkheden het gaat. Het verslag aan de Koning houdt evenmin enige verduidelijking in. In alle geval lijkt het niet de bedoeling te zijn van de raadpleging van het subregionaal tewerkstellingscomité een substantieel vormvereiste te maken. Onder voorbehoud van de eerste opmerking leze men dan ook « Bij toepassingsmoeilijkheden kan hij het advies inwinnen ... ».

Artikelen 26 en 27

De bepalingen van deze artikelen zijn in ruime mate ontleend aan de artikelen 63 en 64 van de wet van 22 december 1977. Men moet evenwel er mee rekening houden dat de bevoegdheid van de Koning met betrekking tot de bestraffing van de inbreuken op de regelen die Hij met toepassing van de bijzondere machtenwet van 6 juli 1983 vaststelt, in artikel 2, § 4, van die wet uiteraard beperkend is omschreven. Naar luid van dit artikel 2, § 4, tweede lid, is « Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII en artikel 85, (...) van toepassing op de overtredingen van de krachtens deze paragraaf vastgestelde bepalingen ».

Daaruit volgt dat, in artikel 26, § 1, tweede lid, van het ontwerp, de verwijzing naar artikel 56 van de arbeidswet van 16 maart 1971, dat de herhaling op een afwijkende manier regelt, moet wegvallen. Daaruit volgt ook dat eveneens de verwijzing naar artikel 58 van de wet van 16 maart 1971 moet worden geschrapt, voor een deel omdat die verwijzing de bevoegdheid van de Koning te buiten gaat, voor een ander deel omdat ze, geleet op het bepaalde in artikel 4, § 2, van de wet van 6 juli 1983, overbodig is.

Pour le surplus, les articles 26 et 27 devraient commencer comme suit : « En ce qui concerne l'engagement d'un stagiaire dans une entreprise, ... ».

Article 28

L'intitulé qui précède l'article 28 serait mieux rédigé comme suit : « Chapitre VI. — Règlement des différends ».

L'article 28 dispose que « les différends nés de l'application du présent arrêté sont tranchés par le tribunal du travail ».

L'on sait que l'arrêté en projet s'applique non seulement au secteur privé, mais également au secteur public. La compétence du tribunal du travail à l'égard de ce dernier secteur ne peut donc porter que sur les différends qui trouvent leur origine dans les contrats visés dans le projet. Les litiges relatifs à la légalité des actes administratifs susceptibles d'être annulés par le Conseil d'Etat restent, bien entendu, soumis à la règle de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. La loi du 6 juillet 1983 ne donne pas au Roi le pouvoir d'y déroger.

Articles 29 et 30

L'article 29 contient des dispositions abrogatoires, l'article 30, des dispositions modificatives. Ces dernières concernent un arrêté royal du 12 août 1981 relatif au cadre spécial temporaire et l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises. Ces deux arrêtés royaux, contrairement à ce qui est le cas pour la réglementation du stage, relèvent du placement des chômeurs au sens de l'article 6, § 1er, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il s'entend que, si le Gouvernement entend maintenir les modifications prévues par l'article 30 du projet, il ne peut le faire qu'après avoir rempli la formalité de la consultation prescrite par l'article 6, § 4, 3°, et § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980, c'est-à-dire après avoir consulté les Exécutifs régionaux ainsi que l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la Région wallonne ou de la Région flamande. Cette consultation ne vise évidemment que les seules dispositions qui doivent être considérées comme relevant du placement des chômeurs.

Si le Gouvernement maintient ces deux dispositions modificatives dans son projet, l'arrêté ne pourra être pris que lorsque la formalité de la consultation aura été accomplie. Dans ce cas, le préambule devra se référer aux avis susvisés; en outre les dispositions abrogatoires et les dispositions modificatives devront être permutées. Enfin, les dispositions modificatives devront être présentées de la manière habituelle.

Quelle que soit la voie choisie par le Gouvernement, celui-ci devra, en temps opportun, soumettre à nouveau les dispositions modificatives en projet à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, car elles ne sont pas, à présent, en état d'être examinées par la section de législation, la formalité de la consultation n'étant pas remplie.

Quant aux dispositions abrogatoires, on constatera qu'elles visent un certain nombre d'arrêtés royaux ordinaires, dont l'abrogation ne nécessite pas le recours au pouvoir spécial que le Roi tient de la loi du 6 juillet 1983. Ces abrogations peuvent néanmoins être maintenues dans le projet puisque la lisibilité de l'ensemble s'en trouve accrue.

L'on observera enfin qu'il n'y a aucune raison de diviser le chapitre VII en sections.

Article 32

L'article 32 dispose que le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

La fixation de la date d'entrée en vigueur fait partie intégrante du pouvoir spécial attribué au Roi d'arrêter pendant une période déterminée des règles qu'il appartient normalement au législateur d'édicter.

Voor het overige leze men in de artikelen 26 en 27 telkens « Wat de tewerkstelling van een stagiair in een onderneming betreft, zija ... ».

Artikel 28

Het opschrift boven artikel 28 stelle men als volgt : « Hoofdstuk VI. — Regeling van de geschillen ».

Dat artikel 28 is gesteld als volgt : « De geschillen die ontstaan uit de toepassing van dit besluit, worden beslecht door de arbeidsrechtbank ».

Men weet dat het ontwerp-besluit niet alleen van toepassing is op de privé sector, doch ook op de overheidssector. De bevoegdheid van de arbeidsrechtbank kan ten opzichte van die sector dan ook slechts betrekking hebben op de geschillen die hun grond vinden in de in het ontwerp bedoelde overeenkomsten. Geschillen omtrent de wettigheid van administratieve rechtshandelingen, die vatbaar zijn voor vernietiging door de Raad van State, blijven uiteraard onderworpen aan de regel vervat in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. In de wet van 6 juli 1983 vindt de Koning geen bevoegdheid om daarvan af te wijken.

Artikelen 29 en 30

Artikel 29 bevat opheffingsbepalingen, artikel 30 bevat wijzigingsbepalingen. Die wijzigingsbepalingen betreffen een koninklijk besluit van 12 augustus 1981 met betrekking tot het bijzonder tijdelijk kader en het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 betreffende de indienstneming van werkkolven voor bepaalde projecten van economische expansie ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen. Beide koninklijke besluiten zijn, in tegenstelling met de regeling van de stage, een zaak van plaatsing van werkkolven in de zin van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Daaruit volgt dat, indien de Regering de in artikel 30 van het ontwerp bedoelde wijzigingen wenst aan te houden, dit maar kan gebeuren na vervulling van het raadplegingsvereiste opgelegd door artikel 6, § 4, 3° en § 7, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, te weten na raadpleging van de Gewestexecutieven alsmede van de overheid die bevoegd is voor het andere grondgebied dan dat van het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest. Die raadpleging betreft uiteraard alleen die bepalingen welke als een zaak van plaatsing van werkkolven moeten worden beschouwd.

Indien de Regering die twee wijzigingsbepalingen in dit ontwerp behoudt, zal het ontwerp niet dan na vervulling van het raadplegingsvereiste kunnen worden vastgesteld. In dat geval zal in de aanhef naar de bedoelde adviezen dienen te worden verwezen en zullen de opheffingsbepalingen en de wijzigingsbepalingen onderling van plaats dienen te wisselen. De wijzigingsbepalingen zullen bovendien in de gebruikelijke vorm dienen te worden voorgesteld.

Welke weg de Regering ook zal kiezen, de bedoelde ontwerp-wijzigingsbepalingen zullen te gepasten tijde opnieuw aan het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, moeten worden voorgelegd want in de huidige stand van zaken zijn die bepalingen, doordat aan het opgelegde raadplegingsvereiste niet is voldaan, niet in zoverre gereed dat zij door de afdeling wetgeving kunnen worden onderzocht.

Wat betreft de opheffingsbepalingen, zal men vaststellen dat daarin een aantal gewone koninklijke besluiten zijn vermeld. Voor opheffing ervan, hoeft de Koning geen beroep te doen op de bijzondere bevoegdheid welke Hij aan de wet van 6 juli 1983 ontleent. Die opheffingen mogen evenwel in het ontwerp behouden blijven omdat aldus de leesbaarheid van het geheel bevorderd wordt.

Ten slotte, er is geen reden om hoofdstuk VII in afdelingen in te delen.

Artikel 32

Naar luid van artikel 32 bepaalt de Koning de datum van inwerkingtreding van dit ontwerp-besluit.

Het bepalen van de datum van inwerkingtreding is besloten in en maakt deel uit van de bijzondere bevoegdheid welke aan de Koning is verleend om gedurende een bepaalde tijd regelen vast te stellen welke normaliter door de wetgever horen te worden vastgesteld.

S'il n'est pas possible d'indiquer dès à présent la date d'entrée en vigueur dans le projet, il faudra de toute façon fixer cette date avant l'expiration du délai pour lequel les pouvoirs spéciaux ont été conférés.

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;
G. Schrans; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. G. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Lø greffier,
M. Benard.

Le président,
H. Adriaens.

21 DECEMBRE 1983. — Arrêté royal n° 230 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983, attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 8° g, et 2, § 2 et § 4;

Vu l'urgence;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 1983;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Les demandeurs d'emploi de moins de trente ans au moment de la demande et qui n'ont pas encore exercé d'activité professionnelle peuvent effectuer un stage dans une administration ou une entreprise, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le Roi définit la notion d'activité professionnelle pour l'application du présent article.

Art. 2. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par administration :

1° les services de l'Etat relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, à l'exception du personnel de la Chambre des Représentants et du Sénat;

2° les services des Communautés et des Régions, visés à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3° les provinces, les communes, les agglomérations et fédérations de communes, les associations intercommunales, ainsi que les associations dont elles font partie, et les établissements publics qui en dépendent;

4° les organismes d'intérêt public;

5° les polders et wateringues;

6° les établissements d'enseignement subventionnés par l'Etat.

§ 2. Sans préjudice de ce qui est disposé à l'article 7, § 1er, alinéa 4, on entend par entreprise, pour l'application du présent arrêté, l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Art. 3. Sauf pour ce qui est disposé à l'article 1er, le Roi peut prévoir des dérogations aux dispositions du présent arrêté pour les établissements d'enseignement, créés ou subventionnés par l'Etat.

Mocht het alsnog niet mogelijk zijn de datum van inwerkingtreding in dit ontwerp te vermelden, dan zal zulks dienen te geschieden binnen de periode waarvoor bijzondere machten zijn verleend.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;
G. Schrans; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,
M. Benard.

De voorzitter,
H. Adriaens.

21 DECEMBER 1983. — Koninklijk besluit nr. 230 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 8°, g, en 2, § 2 en § 4;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 1983;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De werkzoekenden die minder dan dertig jaar zijn bij de aanvraag en die nog geen beroepsarbeid hebben verricht, kunnen een stage volbrengen in een administratie of een onderneming overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Voor de toepassing van dit artikel omschrijft de Koning het begrip beroepsarbeid.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder administratie verstaan :

1° de Rijksdiensten die onder de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht ressorteren, behoudens het personeel van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat;

2° de diensten van de Gemeenschappen en de Gewesten, bedoeld in artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten, de intercommunale verenigingen alsmede de verenigingen waartoe zij behoren en de overheidsinstellingen die van hen afhangen;

4° de instellingen van openbaar nut;

5° de polders en wateringues;

6° de door de Staat gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 7, § 1, vierde lid, wordt voor de toepassing van dit besluit onder onderneming verstaan, de technische bedrijfsseenheid, bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven.

Art. 3. Behoudens voor het door artikel 1 bepaalde, kan de Koning afwijkingen voorzien aan de bepalingen van dit besluit voor de onderwijsinstellingen, opgericht of gesubsidieerd door de Staat.

CHAPITRE II

Occupation de stagiaires dans une administration

Art. 4. § 1er. L'administration qui occupe au moins 50 travailleurs doit occuper des stagiaires visés à l'article 1er. Le nombre total de stagiaires engagés doit correspondre à un engagement à temps plein de 3 p.c. de l'effectif du personnel de l'administration. Les stagiaires en service ne sont pas compris dans cet effectif.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, les stagiaires en service dans une administration doivent avoir la nationalité belge.

Le Roi fixe le mode de calcul de ce pourcentage ainsi que la répartition entre les différents niveaux.

Il peut, en outre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dispenser certaines administrations ou catégories d'administrations, en tout ou partie, de l'obligation prévue à l'alinéa premier.

§ 2. L'administration qui occupe moins de 50 travailleurs peut engager trois stagiaires maximum.

Art. 5. Les stagiaires dans l'administration sont occupés à temps partiel, soit à mi-temps, soit à 4/5me d'une occupation à temps plein. L'occupation à 4/5me temps doit être répartie en journées complètes.

Pour déterminer l'obligation prévue à l'article 4, les stages à temps partiel sont pris en considération à raison de leur valeur proportionnelle par rapport à une occupation à temps plein.

Art. 6. § 1er. Les services publics dotés d'une personnalité juridique propre, qui sont soumis à un plan d'assainissement approuvé par le Roi, ne peuvent faire appel, pour les stages organisés par le présent arrêté, qu'à des personnes qui, au moment de leur engagement, sont chômeurs complets indemnisés depuis au moins un an.

§ 2. L'Etat prend en charge l'indemnité prévue à l'article 23 ainsi que les cotisations sociales y afférentes pour les stagiaires engagés conformément aux dispositions du présent arrêté par les organismes visés au § 1er.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, l'Office national de l'emploi est chargé du paiement de l'indemnité et des cotisations de sécurité sociale y afférentes. Il est réputé être l'employeur de ces stagiaires pour l'exécution des obligations qui découlent de la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs, en ce compris les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que pour l'application de la législation fiscale.

Le Roi détermine la procédure selon laquelle les services visés au § 1er doivent introduire leurs demandes d'engagement de stagiaires ainsi que la procédure d'instruction de ces demandes.

CHAPITRE III

Occupation de stagiaires dans une entreprise

Art. 7. § 1er. L'entreprise qui occupe au moins 50 travailleurs doit occuper des stagiaires visés à l'article 1er. Le nombre total de stagiaires engagés doit correspondre à un engagement à temps plein de 3 p.c. de l'effectif du personnel de l'entreprise. Les stagiaires en service ne sont pas comptés dans cet effectif.

Sont assimilés aux stagiaires pour le respect de l'obligation imposée par le présent article :

1° les apprentis engagés en application de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

2° les personnes qui, conformément à l'article 13, § 1er, sont engagées pour une durée indéterminée immédiatement après leur stage, mais uniquement pendant la première année de leur occupation à ce titre.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, assimiler à des stagiaires d'autres catégories de jeunes travailleurs.

L'effectif pris en considération est celui occupé à la date du 30 juin de l'année précédant celle de l'occupation des stagiaires. Si différentes entreprises au sens de l'article 2, § 2, forment une seule entité juridique, le total du personnel occupé dans ces entreprises est pris en considération.

HOOFDSTUK II

Tewerkstelling van stagiairs in een administratie

Art. 4. § 1. De administratie die ten minste 50 werknemers tewerkstelt moet stagiairs tewerkstellen zoals bedoeld in artikel 1. Het totaal aantal aangeworven stagiairs moet overeenstemmen met een voltijdse aanwerving van 3 pct. van het personeelsbestand van de administratie. De in dienst zijnde stagiairs worden in dat personeelsbestand niet meegeteld.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 48 van het Verdrag van 25 maart 1957, tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, moeten de stagiairs in dienst van een administratie de Belgische nationaliteit hebben.

De Koning bepaalt de wijze van berekening van dit percentage en ook de verdeling over de verschillende niveaus.

Hij kan bovendien, bij een in Ministerraad overlegd besluit, sommige administraties of categorieën van administraties, geheel of gedeeltelijk, vrijstellen van de door het eerste lid gestelde verplichting.

§ 2. De administratie die minder dan 50 werknemers tewerkstelt mag ten hoogste drie stagiairs in dienst nemen.

Art. 5. De stagiairs in de administratie worden deeltijds tewerkgesteld, ofwel halftijds, ofwel 4/5-tijds. De 4/5-tijdse tewerkstelling moet verdeeld worden over volledige dagen.

Om de in artikel 4 vermelde verplichting te bepalen, worden de deeltijdse stages in aanmerking genomen, naargelang van hun proportionele waarde in verhouding tot een voltijdse tewerkstelling.

Art. 6. § 1. De openbare diensten met eigen rechtspersoonlijkheid, die aan een door de Koning goedgekeurd saneringsplan zijn onderworpen, kunnen voor de bij dit besluit ingestelde stages enkel beroep doen op personen die bij hun indienstneming ten minste één jaar uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn.

§ 2. De Staat neemt de door artikel 23 voorgeschreven vergoeding en de daaraan verbonden sociale zekerheidsbijdragen op zich voor de stagiairs die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit door de in § 1 bedoelde instellingen worden in dienst genomen.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen is de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening met de betaling van de vergoeding en van de daaraan verbonden sociale zekerheidsbijdragen gelast. Voor het vervullen van de verplichtingen voortvloeiend uit de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der werknemers, daarin begrepen de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, alsmede voor de toepassing van de belastingwetgeving, wordt de Rijksdienst als werkgever van die stagiairs beschouwd.

De Koning bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoek van de aanvragen tot het in dienst nemen van stagiairs door de in § 1 bedoelde diensten.

HOOFDSTUK III

Tewerkstelling van stagiairs in een onderneming

Art. 7. § 1. De onderneming die ten minste 50 werknemers tewerkstelt moet stagiairs tewerkstellen, zoals bedoeld in artikel 1. Het totaal aantal aangeworven stagiairs moet overeenstemmen met een voltijdse aanwerving van 3 pct. van het personeelsbestand van de onderneming. De in dienst zijnde stagiairs worden in dat personeelsbestand niet meegeteld.

Voor het naleven van de bij dit artikel ingestelde verplichting, worden met stagiairs gelijkgesteld :

1° de leerlingen die in dienst zijn genomen bij toepassing van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst;

2° de personen die overeenkomstig artikel 13, § 1, onmiddellijk na afloop van hun stage voor onbepaalde tijd in dienst zijn genomen, doch alleen gedurende het eerste jaar van die tewerkstelling.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, andere categorieën van jonge arbeiders gelijkstellen met stagiairs.

De personeelssterkte die in aanmerking komt is die van 30 juni van het jaar dat het jaar van de tewerkstelling van stagiairs voorafgaat. Indien verschillende ondernemingen, in de zin van artikel 2, § 2, eenzelfde juridische eenheid vormen, wordt het totaal van het in die ondernemingen tewerkgesteld personeel in aanmerking genomen.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'obligation aux entreprises qui occupent moins de 50 travailleurs, lorsqu'elles sont à fort coefficient de capital. Il détermine par la même procédure ce qu'il faut entendre par entreprise à fort coefficient de capital.

§ 3. Le recrutement de stagiaires conformément aux dispositions du présent arrêté constitue toujours une mise au travail supplémentaire et ne peut être compensé par le licenciement de personnel.

§ 4. Ne peut être recruté comme stagiaire le demandeur d'emploi visé à l'article 5bis, § 1er, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Art. 8. Le nombre de stagiaires occupés ne peut excéder 4 p.c. de l'effectif du personnel de l'entreprise.

Les entreprises occupant moins de 50 travailleurs peuvent occuper trois stagiaires maximum.

Art. 9. § 1er. Le Ministre de l'Emploi et du Travail, après avis du comité subrégional de l'emploi du lieu du siège d'exploitation, peut dispenser, en tout ou en partie, de l'obligation prévue par l'article 7, § 1er, les entreprises en difficulté. Le Roi définit la notion d'entreprise en difficulté pour l'application du présent arrêté.

La demande de dispense suspend l'obligation d'engagement. Le comité subrégional de l'emploi donne son avis dans le mois qui suit la date d'introduction de la demande. La date d'introduction de la demande est celle de l'envoi au comité subrégional de l'emploi d'un dossier comportant tous les renseignements déterminés par le Roi.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail est tenu d'accorder ou de refuser la dispense visée à l'alinéa premier dans les deux mois qui suivent la date d'introduction de la demande; à défaut, la dispense est censée être refusée. Il ne peut être introduit de nouvelle demande de dispense pendant les six mois qui suivent le refus de la dispense.

§ 2. Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut, aux conditions qu'il fixe, déléguer la compétence de dispense aux comités subrégionaux de l'emploi pour des demandes émanant d'entreprises dont le siège d'exploitation se situe dans le ressort d'un seul comité subrégional de l'emploi.

Art. 10. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions auxquelles le Ministre de l'Emploi et du Travail peut dispenser de tout ou partie de l'application des dispositions du présent arrêté, l'entreprise qui, par contrat conclu avec le Ministre, s'engage à créer des emplois supplémentaires à temps plein. Ces emplois doivent être attribués, par contrat de travail à durée indéterminée, à des jeunes de moins de trente ans.

Art. 11. Pour les entreprises dont l'activité s'exerce seulement pendant une partie de l'année ou de manière plus intense en certaines saisons, le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, établir des règles particulières pour l'application des articles 7 et 17.

Art. 12. Les stagiaires dans les entreprises sont occupés à temps plein ou à temps partiel.

Pour déterminer l'obligation prévue à l'article 7 :

1° les stages à temps partiel sont pris en considération à raison de leur valeur proportionnelle par rapport à un temps plein;

2° l'engagement d'un apprenti en application de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés ou de tout autre jeune travailleur assimilé à un stagiaire en vertu de l'article 7, § 1er, alinéa 3, équivaut à l'engagement d'un stagiaire à mi-temps;

3° l'engagement par une entreprise d'un travailleur avec lequel il est conclu, au terme d'un stage accompli dans cette entreprise, un contrat de travail à durée indéterminée, conformément à l'article 13, § 1er, équivaut pour la première année de cette occupation à l'engagement d'un stagiaire à mi-temps.

§ 2. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de verplichting verruimen tot ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen als zij kapitaalintensief zijn. Hij bepaalt volgens dezelfde procedure wat moet worden verstaan onder een kapitaalintensieve onderneming.

§ 3. De aanwerving van stagiairs overeenkomstig de bepalingen van dit besluit vormt steeds een bijkomende tewerkstelling en mag niet door het ontslag van personeel worden gecompenseerd.

§ 4. De werkzoekende, bedoeld in artikel 5bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van werknemers, mag niet als stagiair worden aangeworven.

Art. 8. Het aantal tewerkgestelde stagiairs mag niet hoger liggen dan 4 pct. van het personeelsbestand van de onderneming.

De ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen mogen ten hoogste drie stagiairs in dienst nemen.

Art. 9. § 1. Na advies van het subregionaal tewerkstellingscomité van de plaats van de bedrijfszetel, kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid vrijstelling verlenen van de in artikel 7, § 1, bedoelde verplichting, geheel of gedeeltelijk, aan de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren. Voor de toepassing van dit besluit bepaalt de Koning het begrip onderneming die in moeilijkheden verkeert.

De aanvraag tot vrijstelling schorst de verplichting tot tewerkstelling. Het subregionaal tewerkstellingscomité geeft zijn advies binnen de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag. De datum van indiening van de aanvraag is die van het verzenden aan het subregionaal tewerkstellingscomité van een dossier dat alle door de Koning bepaalde inlichtingen bevat.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is ertoe gehouden de in het eerste lid bedoelde vrijstelling te verlenen of te weigeren binnen de twee maanden die volgen op de datum van indiening van de aanvraag; bij ontstentenis wordt de vrijstelling als geweigerd beschouwd. Er mag geen nieuwe aanvraag tot vrijstelling worden ingediend gedurende de zes maanden die op de weigering van de vrijstelling volgen.

§ 2. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan, onder de voorwaarden die hij bepaalt, de bevoegdheid inzake vrijstelling aan de subregionale tewerkstellingscomités overdragen voor de aanvragen die uitgaan van ondernemingen waarvan de bedrijfszetel zich in het ambtsgebied van één enkel subregionaal tewerkstellingscomité bevindt.

Art. 10. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden volgens welke de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de onderneming, die zich bij een met de Minister gesloten overeenkomst ertoe verbindt bijkomende voltijdse betrekkingen te creëren, geheel of gedeeltelijk kan vrijstellen van de toepassing van dit besluit. Die betrekkingen moeten bij een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd aan jongeren onder de dertig jaar worden toegewezen.

Art. 11. Voor de ondernemingen waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar wordt gewerkt of waar gedurende bepaalde seizoenen de arbeidsintensiteit groter is, kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit voor de toepassing van de artikelen 7 en 17 bijzondere regels vaststellen.

Art. 12. De stagiairs in de ondernemingen zijn voltijds of deeltijds tewerkgesteld.

Om de in artikel 7 gestelde verplichting te bepalen :

1° worden de deeltijdse stages in aanmerking genomen naar gelang van hun proportionele waarde in verhouding tot een voltijdse betrekking;

2° stemt de aanwerving van een leerling, bij toepassing van de wet van 19 juli 1933 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, of van elke andere jonge werknemer, die gelijkgesteld is met een stagiair ingevolge artikel 7, § 1, derde lid, overeen met de aanwerving van een half-tijdse stagiair

3° stemt de aanwerving door een onderneming van een werknemer, waarmee, na afloop van een in deze onderneming volbrachte stage, een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd wordt afgesloten overeenkomstig artikel 13, § 1, voor het eerste jaar van deze tewerkstelling overeen met de aanwerving van een half-tijdse stagiair.

Art. 13. § 1er. Lorsqu'au terme d'un stage effectué dans une entreprise, celle-ci engage immédiatement le jeune travailleur concerné dans les liens d'un contrat écrit de travail à durée indéterminée, les dispositions suivantes sont d'application :

1° ce travailleur a droit, au cours de la première année du contrat à durée indéterminée, à une rémunération égale à 90 p.c. ou moins de celle à laquelle un travailleur exerçant les mêmes fonctions peut prétendre conformément au barème salarial applicable dans l'entreprise;

2° les cotisations patronales de sécurité sociale prévues, selon le cas, par l'article 38, § 3, 1° et 5°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, par l'article 2, § 3, 2° et 5°, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés ou par l'article 3, § 3, 1° et 5°, de l'arrêté-loi du 12 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, sont réduites à concurrence de 10 p.c. de la rémunération brute de ce travailleur pendant une période s'étendant du cinquième au huitième trimestre qui suivent celui au cours duquel l'occupation sous contrat de travail à durée indéterminée a commencé, à condition que l'imputation de ce travailleur à l'effectif du personnel visé à l'article 7 entraîne une augmentation nette de cet effectif et que l'entreprise satisfasse aux autres obligations que lui impose ce dernier article.

Le Roi détermine les modalités de cette réduction;

3° lorsqu'un travailleur est licencié pendant la période au cours de laquelle la réduction prévue au 2° est appliquée dans son chef et que la résiliation du contrat donne droit à une indemnité de congé, la réduction n'est pas appliquée aux cotisations dues sur cette indemnité.

§ 2. Sont exclues de l'application du § 1er, 2°, les entreprises à l'expiration du trimestre pour lequel elles invoquent l'application du § 1er, 2°, sont débitrices envers l'Office national de sécurité sociale.

pendant, s'il s'agit de débiteurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés intégralement, des dérogations peuvent être accordées par décision motivée du Ministre des Affaires sociales après avis du Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale.

§ 3. La réduction accordée en vertu du § 1er, 2°, du présent article ne peut être cumulée dans le chef d'un seul et même travailleur avec celle que prévoit l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 14. Sont consultés au sujet des mesures envisagées pour la mise en œuvre du stage dans l'entreprise :

- 1° le conseil d'entreprise;
- 2° à son défaut, la délégation syndicale;
- 3° à son défaut, le comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;
- 4° à son défaut, les représentants des organisations représentatives des travailleurs.

Ces organes surveillent en outre l'exécution desdites mesures.

CHAPITRE IV. — Le stage

Art. 15. Le stage a pour but d'assurer au stagiaire une formation pratique en guise de transition entre l'enseignement reçu et la mise au travail envisagée.

Les activités effectuées au cours du stage doivent être conformes à son objet, tel qu'il est précisé à l'article 16, ainsi qu'aux aptitudes physiques et mentales du stagiaire.

Art. 16. § 1er. L'administration ou l'entreprise veille à ce que le stagiaire puisse effectuer son stage dans les meilleures conditions, dans la section et la fonction qui correspondent aux études éventuellement faites, à la qualification obtenue et aux aptitudes physiques et mentales; elle tient compte des préférences justifiées.

L'organisation du stage doit permettre au stagiaire d'en retirer le plus d'enseignement possible.

Art. 13. § 1. Wanneer een onderneming, na het einde van een daar volbrachte stage, de betrokken jongere onmiddellijk in dienst neemt met een schriftelijke arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, gelden de hierna volgende bepalingen :

1° die werknemer heeft, tijdens het eerste jaar van de overeenkomst voor onbepaalde tijd, recht op een loon dat overeenstemt met ten minste 90 pct. van het loon waarop een werknemer aanspraak kan maken die dezelfde functie uitoefent, overeenkomstig de loonschaal die in de onderneming van toepassing is;

2° de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bepaald naargelang van het geval bij artikel 38, § 3, 1° en 5°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, bij artikel 2, § 3, 2° en 5°, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestellten of bij artikel 3, § 3, 1° en 5°, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, worden gedurende een tijdvak dat loopt van het vijfde tot het achtste trimester die volgen op het trimester tijdens hetwelk de tewerkstelling op grond van de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd een aanvang heeft genomen, verminderd met 10 pct. van het brutoloon van deze werknemer, op voorwaarde dat de aanrekening van deze werknemer in het effectief personeelsbestand, bedoeld in artikel 7, een nettoverhoging van dit laatste tot gevolg heeft en dat de onderneming voldoet aan de andere verplichtingen opgelegd door laatstgenoemd artikel.

De Koning stelt de nadere regelen van deze vermindering vast;

3° wanneer een werknemer wordt ontslagen in het tijdvak gedurende hetwelk de door 2° ingestelde vermindering in zijn hoofde wordt toegepast en deze beëindiging van de overeenkomst recht geeft op een opzeggingsvergoeding, wordt de vermindering niet toegepast op de bijdragen verschuldigd op die vergoeding.

§ 2. Van de toepassing van § 1, 2°, zijn uitgesloten de ondernemingen die, bij het verstrijken van het trimester waarvoor zij de toepassing van § 1, 2°, inroepen, schuldenaar zijn ten aanzien van de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Indien de betrokken schuldenaars voor de aanzuivering van hun schuld evenwel uitstel van betaling hebben bekomen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kunnen afwijkingen worden verleend, bij gemotiveerde beslissing van de Minister van Sociale Zaken, na advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

§ 3. De vermindering op grond van § 1, 2°, van dit artikel kan in hoofde van dezelfde werknemer niet samengaan met de vermindering ingesteld door artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Art. 14. In verband met de overwogen maatregelen voor het aanwenden van de stage in de onderneming worden geraadpleegd :

- 1° de ondernemingsraad;
- 2° bij de ontstentenis daarvan, de syndicale afvaardiging;
- 3° bij ontstentenis daarvan, het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;
- 4° bij ontstentenis daarvan, de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties.

Deze organen oefenen bovendien toezicht uit op de uitvoering van voornoemde maatregelen.

HOOFDSTUK IV. — De stage

Art. 15. De stage heeft tot doel aan de stagiair een praktische opleiding te verstrekken als overgang tussen het genoten onderwijs en de beoogde tewerkstelling.

De werkzaamheden die in de loop van de stage worden verricht dienen in overeenstemming te zijn met het doel van de stage zoals omschreven in artikel 16, en met de lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de stagiair.

Art. 16. § 1. De administratie of de onderneming zorgt ervoor dat de sagiair zijn stage onder de beste voorwaarden kan volbrengen in de afdeling en de functie die overeenstemmen met het eventueel genoten onderwijs, de verworven kwalificatie en de lichamelijke en geestelijke geschiktheid; zij houdt rekening met de verantwoorde voorkeur.

Het organiseren van de stage moet de stagiair in staat stellen daaruit zoveel mogelijk lering te halen.

§ 2. Nonobstant la présence éventuelle d'un maître de stage, chaque stagiaire est guidé par un membre du personnel désigné en raison de son expérience et ayant fait preuve d'une certaine aptitude en matière de formation des jeunes.

§ 3. Le Roi établit le modèle du contrat écrit conclu entre le stagiaire et l'administration ou l'entreprise.

§ 4. Dans l'entreprise, le stage doit être organisé selon les normes fixées par le Comité de gestion de l'Office national de l'emploi qui établit un règlement à cette fin.

Dans le secteur public, les règles d'organisation du stage sont établies par arrêté royal, sur la proposition du Ministre compétent, après accord du Ministre ou du Secrétaire d'Etat ayant la Fonction publique dans ses attributions et du Ministre ou du Secrétaire d'Etat ayant le budget dans ses attributions.

§ 5. L'entreprise ne peut pas récupérer à charge du stagiaire les frais spéciaux résultant du stage.

Art. 17. Le stage à temps plein ou à temps partiel couvre une période de 6 mois ou 26 semaines dans le secteur privé et 12 mois ou 52 semaines dans le secteur public.

Les stages peuvent être prolongés d'une seule période de six mois ou de 26 semaines dans le secteur privé.

Art. 18. Les jeunes qui veulent effectuer un stage introduisent leur demande auprès du bureau de placement de l'Office national de l'emploi du lieu de leur domicile, même lorsqu'ils désirent accomplir leur stage dans une autre région.

Ils font connaître au bureau de placement la fonction qu'ils désirent exercer.

Art. 19. § 1er. Sans préjudice des dispositions relatives au recrutement du personnel dans les services publics, l'exercice d'un stage dans une administration ne donne aucun droit à une nomination.

Il est fait mention de cette disposition dans chaque contrat de stage.

§ 2. Le recrutement des stagiaires par l'Etat et les organismes d'intérêt public, soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, s'effectue parmi les lauréats des concours de recrutement; à défaut de candidats en nombre suffisant, il peut être fait appel à d'autres jeunes demandeurs d'emploi.

Art. 20. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles les jeunes peuvent effectuer un stage à l'étranger.

Art. 21. Sous réserve des dérogations prévues dans le présent arrêté, toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui concernent le contrat à durée déterminée, sont d'application au stage.

Ce contrat à durée déterminée est censé contenir une clause d'essai.

Le stagiaire est tenu de se conformer à la réglementation du temps de travail et aux autres conditions de travail, tout comme le personnel de l'administration ou de l'entreprise.

Dans les conditions fixées par le Roi, le stagiaire peut s'absenter, avec maintien de sa rémunération, pour répondre à des offres d'emploi.

Le stagiaire peut mettre fin au stage, moyennant un préavis de sept jours prenant cours le jour après la notification, s'il est engagé dans les liens d'un contrat de travail ou nommé dans une administration.

Art. 22. § 1er. Le stagiaire perd la possibilité de demander un nouveau stage si, prématurément et après la fin de la période d'essai :

1° il abandonne le stage pour une raison qui ne constitue pas un motif grave;

2° il accepte que soit mis fin au stage.

Le directeur du bureau régional de l'Office national de l'emploi peut cependant, à titre exceptionnel et pour autant qu'il y ait des motifs sérieux, autoriser l'introduction d'une nouvelle demande.

Le temps passé dans l'administration ou dans l'entreprise précédente est déduit de la durée du nouveau stage.

§ 2. Niettegenstaande de eventuele aanwezigheid van een stagemeeester wordt elke stagiair begeleid door een personeelslid dat wordt aangewezen op grond van zijn ervaring en dat inzake opleiding van jongeren van een bepaalde geschiktheid blijk heeft gegeven.

§ 3. De Koning bepaalt het model van de schriftelijke overeenkomst die tussen de stagiair en de administratie of de onderneming wordt gesloten.

§ 4. De stage moet in de onderneming worden georganiseerd volgens de normen bepaald door het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening dat met dat doel een reglement opstelt.

In de overheidssector moeten de regels voor de organisatie van de stage bij koninklijk besluit worden vastgelegd, op voorstel van de bevoegde Minister, mits akkoord van de Minister of de Staatssecretaris die het openbaar ambt in zijn bevoegdheid heeft en dat van de Minister of Staatssecretaris die de bevoegdheid in zijn bevoegdheid heeft.

§ 5. De onderneming mag de bijzondere uit de stage voortvloeiende kosten niet op de stagiair verhalen.

Art. 17. De voltijdse of deeltijdse stage loopt over een periode van 6 maanden of 26 weken in de privé sector en 12 maanden of 52 weken in de openbare sector.

De stages kunnen verlengd worden met één enkele periode van 6 maanden of 26 weken in de privé sector.

Art. 18. De jongeren die een stage wensen te volbrengen dienen hun aanvraag in bij het plaatsingsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening van hun woonplaats, zelfs als zij hun stage in een andere streek wensen te volbrengen.

Zij maken aan het plaatsingsbureau de functie bekend die zij wensen uit te oefenen.

Art. 19. § 1. Onverminderd de bepalingen betreffende de werving van personeel in overheidsdienst, geeft het volbrengen van een stage in een administratie geen enkel recht op benoeming.

Deze bepaling wordt in iedere stageovereenkomst opgenomen.

§ 2. Voor de aanwerving van stagiairs door de Staat en de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, wordt beroep gedaan op hen die geslaagd zijn voor vergelijkende wervingsexamens; bij gebrek aan voldoende kandidaten kan een beroep gedaan worden op andere jonge werkzoekenden.

Art. 20. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaronder de jongeren een stage in het buitenland kunnen volbrengen.

Art. 21. Behoudens de in dit besluit bepaalde afwijkingen, gelden voor de stage al de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op de overeenkomst voor een bepaalde tijd.

Deze overeenkomst voor een bepaalde tijd wordt geacht een proefbeding te bevatten.

De stagiair is gehouden de arbeidstijdregeling en de andere werkvoorwaarden na te leven op dezelfde wijze als het personeel van de onderneming of de administratie.

Onder de voorwaarden bepaald door de Koning heeft de stagiair het recht om, met behoud van zijn loon, afwezig te zijn om in te gaan op werkaanbiedingen.

Met inachtneming van een opzeggingstermijn van zeven dagen, die de dag na de kennisgeving ingaat, kan de stagiair een einde maken aan de stage, als hij bij een arbeidsovereenkomst wordt aangeworven of in een administratie wordt benoemd.

Art. 22. § 1. De stagiair verliest de mogelijkheid om een nieuwe stage aan te vragen, als hij voortijdig en na het einde van de proeftijd :

1° de stage om een andere dan een zwaarwichtige reden opgeeft;

2° ermee instemt dat aan de stage een einde wordt gemaakt.

De directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening kan evenwel uitzonderlijk en voor zover ernstige redenen bestaan, toelating verlenen tot het indienen van een nieuwe aanvraag.

De in de vorige administratie of onderneming doorgebrachte tijd, wordt van de duur van de nieuwe stage afgetrokken.

§ 2. Le stage peut être rompu par l'employeur pour des raisons préalablement reconnues suffisantes par les organes visés à l'article 14.

En ce qui concerne les administrations, cette reconnaissance incombe, selon le cas, au comité de consultation syndicale ou au conseil du personnel compétent.

Art. 23. § 1er. Le stagiaire a droit à une indemnité égale à au moins 90 p.c. :

1° soit du salaire initial octroyé à un membre du personnel de l'administration ayant la même qualification professionnelle, telle qu'elle est établie par le diplôme ou le certificat d'études;

2° soit du salaire auquel un travailleur exerçant les mêmes fonctions peut prétendre conformément au barème salarial qui est d'application dans l'entreprise.

Pour le stagiaire engagé à temps partiel, le salaire de référence visé à l'alinéa 1er est réduit proportionnellement s'il s'agit d'un salaire mensuel.

§ 2. L'indemnité de stage est considérée comme une rémunération au sens de l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

§ 3. Le Roi fixe les règles pour la détermination de la rémunération à retenir pour le calcul des indemnités, allocations, cotisations et primes dans le cadre de la sécurité sociale et des assurances sociales.

Art. 24. Le directeur du bureau régional de l'Office national de l'emploi fait régulièrement rapport au comité subrégional de l'emploi sur l'application du présent arrêté. En cas de difficulté d'application, il peut demander l'avis de ce comité.

CHAPITRE V. — Sanctions

Art. 25. § 1er. En ce qui concerne l'engagement d'un stagiaire dans une entreprise, sans préjudice des dispositions des articles 269 à 274 du Code pénal :

1° sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 F ou d'une de ces peines seulement :

a) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne respectent pas les dispositions des articles 15, 16 et 23; l'amende est multipliée par le nombre de stagiaires occupés en violation de ces dispositions;

b) tous ceux qui entravent la surveillance réglée conformément au présent arrêté;

2° sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 350 à 42 000 F ou d'une de ces peines seulement, l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne respectent pas les dispositions de l'article 7.

§ 2. La surveillance de l'application des dispositions du présent arrêté est exercée conformément aux articles 48 à 52 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Art. 26. En ce qui concerne l'engagement d'un stagiaire dans une entreprise, les amendes administratives suivantes peuvent être encourues selon les mêmes conditions et modalités d'application que celles qui sont fixées par la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales :

1° Une amende de 1 000 F à 20 000 F lorsqu'il s'agit d'infractions aux articles 15, 16 et 23; le montant de l'amende est multiplié par le nombre de stagiaires occupés en violation de ces articles.

2° Une amende de 10 000 à 250 000 F lorsqu'il s'agit d'infractions à l'article 7; le montant de l'amende est multiplié par le nombre de stagiaires qui n'ont pas été occupés ou par le nombre de personnes qui ont été licenciées pour compenser l'engagement des stagiaires en violation de cet article.

CHAPITRE VI. — Règlement des différends

Art. 27. Les différends nés de l'application du présent arrêté sont tranchés par le tribunal du travail.

§ 2. De werkgever kan de stage verbreken om redenen die vooraf als voldoende erkend zijn door de organen, bedoeld in artikel 14.

Wat de administraties betreft, behoort die erkenning, naargelang van het geval, tot de taak van de bevoegde syndicale raad van advies of van de personeelsraad.

Art. 23. § 1. De stagiair heeft recht op een vergoeding die gelijk is aan ten minste 90 pct. van :

1° ofwel het aanvangsloon toegekend aan een personeelslid van de administratie met dezelfde beroepskwalificatie, zoals die blijkt uit het diploma of het studiegetuigschrift;

2° ofwel het loon waarop een werknemer met dezelfde functie aanspraak kan maken, krachtens de loonregeling die voor de onderneming geldt.

Voor de deeltijds tewerkgestelde stagiair, wordt het in het eerste lid bedoelde referenteloan naar rata verminderd, als het over een maandloon gaat.

§ 2. De stagevergoeding wordt beschouwd als loon in de zin van artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

§ 3. De Koning stelt de regels vast voor het bepalen van het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van vergoedingen, uitkeringen, bijdragen en premies, in het kader van de sociale zekerheid en van de sociale verzekeringen.

Art. 24. De directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening brengt bij het subregionaal tewerkstellingscomité regelmatig verslag uit over de toepassing van dit besluit. Bij toepassingsmoeilijkheden kan hij het advies van dit comité inwinnen.

HOOFDSTUK V. — Sancties

Art. 25. § 1. Wat de aanwerving van een stagiair in een onderneming betreft, onverminderd de bepalingen van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek :

1° worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand, en met een geldboete van 26 tot 500 F, of met één van die straffen alleen :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die de bepalingen van de artikelen 15, 16 en 23 niet in acht nemen; de geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal stagiairs die in overtreding van deze bepalingen tewerkgesteld zijn;

b) allen die het toezicht hinderen dat overeenkomstig dit besluit geregeld wordt;

2° worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand, en met een geldboete van 350 tot 42 000 F, of met één van die straffen alleen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van artikel 7 niet in acht nemen.

§ 2. Het toezicht op de toepassing van de bepalingen van dit besluit wordt uitgeoefend overeenkomstig de artikelen 48 tot 52 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Art. 26. Wat de aanwerving van een stagiair in een onderneming betreft, kunnen de onderstaande administratieve geldboeten opgelegd worden volgens dezelfde voorwaarden en toepassingsregels als die welke zijn vastgesteld bij de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten :

1° een geldboete van 1 000 tot 20 000 F wanneer het gaat om overtredingen op de artikelen 15, 16 of 23; het bedrag van de geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal stagiairs die in strijd met deze artikelen tewerkgesteld worden;

2° een geldboete van 10 000 tot 250 000 F wanneer het overtredingen op artikel 7 betreft; het bedrag van de geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal stagiairs die niet werden tewerkgesteld of met het aantal personen die werden ontslagen ter compensatie van de indienstneming van de stagiairs in strijd met dit artikel.

HOOFDSTUK VI. — Regeling van de geschillen

Art. 27. De geschillen die ontstaan uit de toepassing van dit besluit, worden beslecht door de arbeidsrechtbank.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 28. Sont abrogés :

1° le chapitre III, section 1ère - Stage des jeunes - de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, et comprenant les articles 48 à 67, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 8 décembre 1978, la loi du 2 juillet 1981 et les arrêtés royaux n° 26 du 24 mars 1982, n° 57 du 19 juillet 1982 et n° 146 du 30 décembre 1982;

2° l'arrêté royal du 12 octobre 1976 relatif à la mise au travail de chômeurs comme stagiaires dans les administrations régionales et locales;

3° l'arrêté royal du 3 décembre 1976 d'exécution de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique dans les ministères et organismes d'intérêt public;

4° l'arrêté royal du 17 décembre 1976 déterminant les modalités particulières d'application à l'enseignement, de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique;

5° l'arrêté royal du 12 mai 1978 fixant certaines mesures relatives au stage des jeunes dans les ministères et les organismes d'intérêt public;

6° l'arrêté royal du 10 août 1978 portant exécution des articles 63, 64, 76 et 77 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

7° l'arrêté royal du 30 mars 1982 d'exécution du chapitre III, section 1ère - Stage des jeunes - de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

8° l'arrêté royal du 30 décembre 1982 exécutant l'article 50, § 1er, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, modifié par l'arrêté royal n° 26 du 24 mars 1982;

9° l'arrêté royal du 15 mars 1983 d'exécution de l'article 50, § 3, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

10° l'arrêté royal du 15 mars 1983 d'exécution de l'article 50, § 4, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

Art. 29. Les stages en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis jusqu'à leur échéance aux dispositions du chapitre III, section 1ère - Stage des jeunes - de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 30. Cet arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1984.

Art. 31. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 28. Worden opgeheven :

1° het hoofdstuk III, afdeling 1 - Stage van jongeren - van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, en omvattend de artikelen 48 tot en met 67, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978, de wet van 2 juli 1981 en de koninklijke besluiten nr. 26 van 24 maart 1982, nr. 57 van 19 juli 1982 en nr. 146 van 30 december 1982;

2° het koninklijk besluit van 12 oktober 1976 betreffende de tewerkstelling door de regionale en lokale besturen van werklozen als stagiairs;

3° het koninklijk besluit van 3 december 1976 tot uitvoering in de ministeries en in de instellingen van openbaar nut van de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen;

4° het koninklijk besluit van 17 december 1976 houdende vaststelling van de bijzondere uitvoeringsmaatregelen op het onderwijs, van de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen;

5° het koninklijk besluit van 12 mei 1978 tot vaststelling van sommige uitvoeringsbepalingen in verband met de stages van jongeren in de ministeries en instellingen van openbaar nut;

6° het koninklijk besluit van 10 augustus 1978, tot uitvoering van de artikelen 63, 64, 76 en 77 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

7° het koninklijk besluit van 30 maart 1982 tot uitvoering van hoofdstuk III, afdeling 1 - Stage van jongeren - van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

8° het koninklijk besluit van 30 december 1982 tot uitvoering van artikel 50, § 1, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 26 van 24 maart 1982;

9° het koninklijk besluit van 15 maart 1983 tot uitvoering van artikel 50, § 3, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

10° het koninklijk besluit van 15 maart 1983 tot uitvoering van artikel 50, § 4, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

Art. 29. De stages die lopen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, blijven tot hun beëindiging onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk III, afdeling 1 - Stage van jongeren - van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 en van haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 31. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Binnelandse Zaken en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL